



Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2025-6-16/2025-6-30]

**Edición quincenal,
por Luc de l'Arbre**

Lundi 16 juin.

Béatification de Floribert Bwana Chui : "Nous accueillons cette béatification comme un appel à plus d'engagement pour davantage de transparence dans la gestion de la chose publique" (Fridolin Ambongo). Le laïc congolais Floribert Bwana Chui, membre de la communauté de Sant'Egidio, a été béatifié ce dimanche 15 juin 2025 à Rome, en Italie, devenant ainsi le quatrième bienheureux congolais. En novembre 2024, le pape François l'avait reconnu « martyr de l'honnêteté et de l'intégrité morale ». Son martyr, selon la communauté de Sant'Egidio, est lié à la corruption et au culte de l'argent qui « pollue l'avenir et les espoirs de l'Afrique ». S'exprimant au nom de l'église catholique de la RDC, le Cardinal Fridolin Ambongo a invité les congolais à s'inspirer de la vie de Floribert Bwana Chui pour davantage de transparence dans la gestion de la chose publique. "Nous accueillons cette béatification comme un appel fait aux fidèles catholiques congolais et à toute personne de bonne volonté, à plus d'engagement pour davantage de transparence dans la gestion de la chose publique, de justice et de paix dans la foi et la confiance au Christ ressuscité", a-t-il dit avant d'adresser au Pape l'engagement de la Cenco " Aussi, voulons-nous rassurer le Très Saint-Père, le Pape Léon XIV que notre Conférence Épiscopale Nationale du Congo va prendre des orientations pastorales pour la mise en œuvre de la lutte contre la corruption, qui est une gangrène de notre société", a déclaré l'archevêque de Kinshasa Fridolin Ambongo lors de sa prise de parole à la messe présidée par Marcello Semeraro, Cardinal catholique italien et Préfet de la Congrégation pour les causes des saints. D'après Fridolin Ambongo, cette béatification dans un contexte où l'Est de la RDC fait face à l'insécurité, est une preuve de la présence dans l'espoir d'une paix durable dans cette partie de la RDC. "La béatification de Floribert Bwana au plus fort de la crise sécuritaire en RDC particulièrement dans sa partie orientale notamment à Goma où il a vécu de façon héroïque les valeurs évangéliques jusqu'au martyr de sang est un signe de la présence de Dieu qui se tient et marche au milieu de son peuple, le peuple congolais qui souffre. Cette présence de Dieu nourrit notre espérance en une paix durable pour notre pays par la grâce de Dieu lui-même". Floribert Bwana Chui Bin Kositi a été enlevé le 7 juillet 2007, avant que son corps sans vie ne soit retrouvé deux jours plus tard devant l'Université Libre des Pays Grands Lacs (ULPGL), à Goma, capitale de la province du Nord-Kivu. C'est son refus de céder à la corruption qui lui a valu cette atrocité. Jeune commissaire au sein de l'Office Congolais de Contrôle (OCC), organisme de l'autorité nationale de contrôle des douanes et des marchandises, ce jeune congolais était chargé d'évaluer la conformité des produits passant la frontière Est de la République Démocratique du Congo. Dans l'exécution de sa mission, il est confronté au problème moral d'autoriser l'entrée en RDC de denrées alimentaires venant du Rwanda voisin, et qui n'avaient pas obtenu les autorisations compétentes pour leur commercialisation et leur consommation. Selon des témoignages, «Bwana Chui a préféré mourir en refusant de faire passer de la nourriture qui aurait pu empoisonner un grand nombre de personnes». Son honnêteté et son intégrité morale lui ont donc valu le martyr. (Actualité CD)

Félix Tshisekedi recommande aux provinces de consacrer 15% de leurs budgets à la santé, lors de son discours marquant la clôture de la conférence des gouverneurs tenue à Kolwezi (Lualaba). Pour Félix Tshisekedi, lorsqu'un



enfant naît dans de bonnes conditions, lorsqu'un paysan reçoit des soins sans s'endetter, lorsqu'un jeune accède facilement à des services médicaux de qualité, "c'est toute notre nation qui avance et qui retrouve confiance en son avenir". Il a par ailleurs sollicité l'engagement des uns et des autres pour une mobilisation remarquable, dans le but de protéger tout enfant congolais de l'infection liée au VIH/Sida : « Je souligne particulièrement l'urgence de renforcer notre lutte contre le VIH Sida pédiatrique pour offrir à nos enfants une protection digne et équitable ».

Vital Kamerhe appelle les députés à s'investir pour la paix dans l'Est et l'amélioration des conditions de vie. Convaincu que la paix reviendra à l'Est, le président de l'Assemblée nationale, Vital Kamerhe a réitéré son appel au Gouvernement pour assurer le paiement des salaires des fonctionnaires œuvrant dans les zones occupées. « De nombreuses recommandations ont été émises, tant par les membres du Gouvernement que par les députés, pour répondre aux difficultés des populations, concrétiser le Programme de développement local des 145 territoires et corriger les inégalités dans les allocations budgétaires », a-t-il déclaré. Il a exhorté les parlementaires à rejoindre leurs bases électorales afin de s'imprégner des réalités du terrain, tout en appelant à une réflexion approfondie sur deux problématiques majeures : la lutte contre le banditisme urbain, notamment les braquages et la gestion des déchets plastiques et immondiçes, devenue préoccupante dans plusieurs centres urbains.

Naufrage sur le lac Tumba : le gouvernement annonce un bilan provisoire de 48 morts et 107 disparus. Le bilan provisoire du naufrage survenu le 11 juin au large du lac Tumba, à proximité de Bikoro, dans la province de l'Equateur fait état de 48 corps repêchés et inhumés, 46 personnes secourues et 107 passagers portés disparus. Les victimes étaient à bord de trois pirogues motorisées ayant chaviré à la suite de violentes perturbations météorologiques sur le lac.

Ituri : la société civile salue la restauration de la sécurité à Mongwalu. Selon la société civile/Forces vives de Mongwalu les cas de tueries, d'enlèvements et de braquages, qui étaient presque quotidiens il y a quelques mois, ont considérablement diminué. « Il y a vraiment du calme, les gens circulent librement. Cela fait deux mois que ce calme est observé. Il n'y a plus d'attaques, il n'y a pas de bandits à main armée ». Cette accalmie s'étend également à la route Bunia-Mongwalu, autrefois considérée comme dangereuse. Désormais, les véhicules de transport en commun et de marchandises circulent même la nuit sans être inquiétés. Cette amélioration est attribuée aux efforts conjoints des leaders locaux et des médias, qui ont multiplié les messages de sensibilisation à la paix à l'intention des groupes armés. « Ce que nous pouvons demander c'est l'opérationnalisation du Programme de désarmement, démobilisation, réintégration communautaire et stabilisation (PDDRCS) pour maintenant récupérer ces armes et donner une réorientation, soit une réintégration dans la vie civile à ceux qui sont détenteurs. Cela peut vraiment contribuer à la stabilité de la province. Nous sentons que les messages de sensibilisation et d'appel à la prise de conscience ont influencé nos frères qui sont détenteurs d'armes ».

Signature d'un nouveau cahier des charges entre Alpha Bisie Mining et les communautés de Walikale. Ce document, fruit de plusieurs jours de négociations, prévoit la réalisation de projets de développement en faveur des communautés impactées par l'exploitation minière, pour un budget total de 15 millions de dollars sur une période de cinq ans (2025-2029). Parmi les engagements pris par Alpha Bisie Mining figurent la construction de dix écoles, la mise en place de trois centres de santé ; l'installation d'un système de captage d'eau ; la construction de marchés locaux ; un appui aux secteurs de l'agriculture et de l'élevage. Ces initiatives visent à améliorer les conditions de vie des populations locales affectées par les impacts de l'exploitation minière.

Mardi 17 juin.

Volker Türk : « La situation dans l'Est de la RDC est grave et alarmante ». Dans une présentation faite, le 16 juin, devant le Conseil des droits de l'homme de l'ONU à Genève (Suisse), le haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme a décrit des violations et atteintes aux droits humains « d'une ampleur et étendue effroyables ». Selon lui, toutes les parties au conflit dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu ont commis des violations ou atteintes aux droits humains, ainsi que des violations du droit international humanitaire. « Des soldats congolais, et des membres des milices Wazalendo soutenues par la RDC, ont tué, violé et pillé ». Il a rappelé que le M23 a arrêté arbitrairement des policiers et de nombreux civils, y compris des enfants, après avoir pris le contrôle de villes et villages. Par ailleurs, les équipes du Haut-Commissaire Türk indiquent avoir reçu des informations sur l'usage « choquant de la violence sexuelle » par toutes les parties au conflit dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu.

Plus de 700 000 enfants affectés par les conflits armés en Ituri (Société civile), principalement dans les territoires de Djugu et d'Irumu. Dispersés à travers plus de 60 sites de déplacés, certains enfants vivent dans des familles d'accueil, tandis que d'autres errent dans les rues, notamment à Bunia, chef-lieu de la province, et à Komanda. En plus de manquer de vivres, de soins médicaux et de vêtements, la majorité d'entre eux n'a pas fréquenté l'école depuis sept ans.



« De nombreux enfants sont enrôlés de force dans des groupes armés ou contraints de travailler dans des carrières minières, ce qui constitue une grave violation de leurs droits », déplore le président de la coordination provinciale de la société civile.

Le gouvernement provincial du Nord-Kivu et la Monusco resserrent leur coopération pour protéger les civils. Un atelier de 3 jours visant à renforcer la collaboration entre le gouvernement provincial du Nord-Kivu et la Monusco a été lancé le 16 juin à Beni. L'objectif : assurer une meilleure protection des civils et mettre en œuvre le mandat de la Monusco.

Le port en eaux profondes de Banana sera livré dans 18 à 20 mois, selon DP World. Le président Tshisekedi avait lancé les travaux du port le 31 janvier 2022, à Moanda. L'initiative est le fruit d'une convention signée le 11 décembre 2021 entre le gouvernement congolais et DP World. L'investissement total est estimé à 1,3 milliard USD. Le chantier devrait durer deux ans. La première phase prévoit la construction d'un quai de 600 mètres carrés et de 25 hectares d'espace de stockage, offrant une capacité annuelle de 322 000 conteneurs et de plus de 1,3 million de tonnes de marchandises. Ce port stratégique permettra à la RDC de disposer enfin d'un accès direct à la mer, capable d'accueillir des navires de grande envergure, et ainsi de renforcer sa position dans le commerce maritime international.

Assassinat de Patrice Lumumba au Congo en 1961: le parquet belge réclame un procès à Bruxelles. Soixante-quatre ans après l'assassinat de Patrice Lumumba, premier Premier ministre du Congo (l'actuelle RDC) indépendant le 17 janvier 1961, la justice belge doit décider si un procès va être ouvert. La famille de Patrice Lumumba avait déposé une plainte il y a quatorze ans et elle a débouché sur une commission d'enquête parlementaire, qui avait conclu en 2001 à la « responsabilité morale » de « certains membres du gouvernement belge et d'autres acteurs belges » dans les circonstances ayant mené à la mort de Patrice Lumumba. Il y eut ensuite les excuses présentées au nom de la Belgique par le Premier ministre en 2022. La chambre du conseil, qui devait juger ce mardi si les charges étaient suffisantes pour l'ouverture d'un procès, a finalement décidé de reporter son examen au 26 janvier 2026. Une bonne nouvelle pour l'avocat de la famille qui, selon Juliana Lumumba, n'est pour autant qu'une étape supplémentaire dans la longue quête de vérité qui entoure la mort de son père. En l'occurrence, le parquet a requis un procès en correctionnelle « pour tortures et traitements inhumains et participation à un crime de guerre » et c'est cela qui se joue à partir de ce mardi devant la chambre du conseil pour le seul suspect encore en vie, Étienne Davignon, devenu par la suite commissaire européen et qui était attaché au ministère des Affaires étrangères en 1961, c'est-à-dire diplomate stagiaire en quelque sorte. Au moment du dépôt de la plainte, à l'occasion du 50e anniversaire de l'assassinat de Patrice Lumumba, neuf autres Belges étaient aussi visés, dont six encore en vie, mais qui sont décédés entre-temps. Diplomates, policiers, militaires... Ils étaient tous liés d'une manière ou d'une autre au soutien de la Belgique à la sécession menée par le Katanga, province où Patrice Lumumba a été assassiné. Le juge d'instruction a réussi à obtenir les minutes des témoignages à huis clos devant la commission d'enquête parlementaire. Elle avait débouché sur la reconnaissance de la responsabilité morale de la Belgique, puis aux excuses présentées il y a trois ans par le Premier ministre au nom de la Belgique. (RFI)

La chute s'accélère pour le ministre de la Justice Constant Mutamba. L'Assemblée nationale congolaise a approuvé ce dimanche 15 juin en soirée, à une très large majorité (322 des 363 députés présents), les conclusions du rapport de la commission spéciale chargée d'examiner le dossier du Procureur général près la Cour de cassation, Firmin Mvonde, à l'encontre du ministre de la Justice, Constant Mutamba, soupçonné d'avoir notamment détourné des fonds publics. Un rapport qui conclut qu'il y a assez d'éléments à charge du ministre pour le renvoyer devant la justice. Depuis ce vote, qui ouvre la voie à des poursuites judiciaires, le ministre Mutamba s'est vu notifier l'interdiction de quitter le territoire de Kinshasa. **Constant Mutamba joue et perd.** La semaine dernière, face à l'avancée de ce dossier et à l'abandon de ses « amis » politiques, le ministre Mutamba a tenté de récuser le procureur général Firmin Mvonde et tous les magistrats placés sous l'autorité de ce dernier. Le garde des Sceaux n'a pas hésité non plus, lors de son audition devant la commission parlementaire, à remettre en cause l'intégrité du procureur général en rappelant que ce dernier avait notamment récemment acheté un immeuble à Bruxelles, une dépense qui ne colle guère avec les émoluments d'un magistrat de son statut en RDC. Constant Mutamba a aussi mis en cause plusieurs acteurs politiques de premier plan dont la Première ministre, Judith Suminwa dont l'administration a joué un rôle central dans les déboires du ministre de la Justice. (La Libre Afrique)

Mercredi 18 juin.

Est de la RDC : le CICR appelle les belligérants au respect du droit humanitaire. Le Comité international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (CICR) a rappelé à toutes les parties au conflit dans l'Est de la RDC l'impératif de tout mettre en œuvre afin de protéger les blessés, les malades et de faciliter l'accès aux soins pour les populations, conformément au droit international humanitaire. D'après une étude menée par le CICR dans 109 structures de santé du Nord et Sud-Kivu, que ce soit pour la santé de la mère et des enfants, celle des malades, des blessés ou encore des



victimes de violences sexuelles, les données statistiques recueillies sont alarmantes. Et elles présentent un risque d'effondrement du système de santé dans les zones les plus exposées.

Beni : la Monusco forme des acteurs judiciaires sur la lutte contre le financement du terrorisme. Cet atelier de onze jours vise à renforcer les compétences de dix magistrats, inspecteurs de police judiciaire et agents des services de sécurité pour identifier, enquêter et poursuivre efficacement les circuits de financement du terrorisme. « Le financement du terrorisme est devenu une menace transnationale insidieuse, facilitée par des outils technologiques modernes, des plateformes numériques et des circuits informels échappant aux contrôles traditionnels. Dans ce contexte, la réponse judiciaire se doit d'être résolue, structurée et résolument tournée vers l'efficacité. Il ne suffit plus de réprimer les actes terroristes ; il est impératif de démanteler les mécanismes de financement qui les rendent possibles ».

42 feuilles de cathodes de cuivre interceptées par la Police à Lubumbashi. Selon les autorités, ces produits miniers proviennent d'un détournement orchestré par des coupeurs de route. Un camion de la société Kambove Mining, transportant les cathodes, avait été pris pour cible aux abords du village Tumbwe. L'engin a d'abord été dérobé, puis retrouvé, mais avec une partie de sa cargaison manquante. L'enquête a permis de remonter jusqu'à un minibus de type Hiace, intercepté à Lubumbashi avec à son bord les substances minérales volées. Le mode opératoire est le suivant : « Chaque fois que les véhicules empruntent ces axes, il y a des coupeurs de route qui les attaquent, les conduisent en brousse pour décharger frauduleusement la marchandise. Ensuite, les cargaisons sont transférées dans de petits véhicules, Hiace, Probox et acheminées vers Lubumbashi, puis revendues à des opérateurs mafieux des secteurs miniers ».

Est de la RDC: HRW accuse l'AFC/M23 d'avoir transféré 1500 civils de force vers le Rwanda. Mi-mai, plus de 1 500 personnes ont été regroupées par l'AFC/M23 au camp de transit du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) à Goma. Cela avant d'être transférés par bus jusqu'au Rwanda. Ces hommes, femmes et enfants venaient principalement de Saké. Selon le groupe armé - qui contrôle Goma et une partie de la province du Nord-Kivu - il s'agissait de Rwandais en situation irrégulière dans l'est du Congo. Il fallait donc les renvoyer au Rwanda. Mais pour Human Rights Watch (HRW), qui a pu s'entretenir avec certains d'entre eux, ce sont de civils venant principalement de Karenga dans le Masisi. Cette région est considérée comme un bastion des Forces démocratiques de libération du Rwanda, groupe composé de combattants hutu rwandais. Selon HRW, ces habitants auraient été déplacés à plusieurs reprises avec l'avancée du M23 dans la province. Certains étaient des réfugiés rwandais, d'autres congolais. Mais tous ont été expulsés de force, explique la chercheuse Clémentine de Monjoye : « Certaines de ces personnes, surtout les hommes, ont été amenés dans le stade de l'unité de Goma, où le M23 les a accusés d'être rwandais et a brûlé leurs cartes d'électeur, qui sont la principale pièce d'identité en RDC, en disant que c'étaient des documents falsifiés. » Le transfert forcé de civils de cette manière est un crime et une violation du droit international, ajoute la chercheuse. HRW ajoute que le HCR aurait dû s'assurer que ces personnes soient effectivement des réfugiés rwandais, mais au-delà de cela, que les retours soient effectivement volontaires et que les gens ne choisissent pas de rentrer de peur de faire face aux abus s'ils restent. (HRW)

Bunia : la centrale hydroélectrique de Budana double sa capacité pour électrifier l'Ituri. Sa capacité de production passe de 3,5 à 7 mégawatts, grâce à la remise en service d'une deuxième turbine modernisée. Construite dans les années 1930 et mise en service en 1940, la centrale de Budana est depuis longtemps le cœur énergétique de la capitale provinciale de l'Ituri. Pourtant, ses équipements vieillissants et une capacité insuffisante limitaient l'approvisionnement, obligeant de nombreux habitants à se tourner vers les groupes électrogènes ou les panneaux solaires.

La Fondation Hironnelle forme des journalistes de Kindu sur la vérification des faits en temps des crises. L'objectif est : améliorer la qualité du traitement médiatique dans un contexte de crise, tout en luttant contre la désinformation et les discours de haine. « Les journalistes de l'Est, particulièrement ceux du Maniema, évoluent dans un environnement marqué par la guerre et les multiples crises. Il est donc essentiel de les équiper pour une couverture responsable et rigoureuse ».

Bukama : baisse inquiétante de la production agricole, une crise alimentaire redoutée. L'inspecteur territorial de l'agriculture, explique que la baisse de la production agricole à Bukama est liée à une forte sécheresse survenue au moment crucial de la floraison, compromettant gravement les rendements. Cette baisse généralisée touche plusieurs villages du territoire. Il plaide pour une assistance aux agriculteurs, en semences, outils agricoles et en solutions d'irrigation.

Kidnapping de six agents de l'ONG V-Day à Walungu, à destination inconnue par des rebelles de l'AFC/M23. Ce drame est survenu alors que ces assaillants tentaient de déloger les Wazalendo de leurs positions. Des combats violents ont duré toute la journée entre les deux groupes armés dans le même groupement.



Jeudi 19 juin.

Washington : les experts congolais et rwandais paraphent le document préparatoire à l'accord de paix. Des équipes techniques de la RDC et du Rwanda ont paraphé, le mercredi 18 juin 2025 à Washington, le texte de l'Accord de paix, en présence de la sous-secrétaire américaine aux affaires politiques, Allison Hooker, en vue de la signature ministérielle de l'accord de paix le 27 juin 2025. « S'appuyant sur la déclaration de principes signée le 25 avril 2025, l'accord a été élaboré au cours de trois jours de dialogue constructif sur les intérêts politiques, sécuritaires et économiques », note le communiqué. L'accord comprend des dispositions sur : le respect de l'intégrité territoriale et l'interdiction des hostilités ; le désengagement, le désarmement et l'intégration conditionnelle des groupes armés non étatiques ; l'établissement d'un mécanisme conjoint de coordination sécuritaire basé sur le concept d'opérations (CONOPS) du 31 octobre 2024; la facilitation du retour des réfugiés et des personnes déplacées à l'intérieur du pays, ainsi que l'accès humanitaire et un cadre d'intégration économique régionale. « Dans le cadre de la coordination en cours entre les efforts de facilitation des États-Unis d'Amérique et de l'État du Qatar, l'État du Qatar a participé à ces discussions afin d'assurer la complémentarité et l'alignement entre les initiatives des deux pays visant le dialogue et la paix dans la région. La RDC et le Rwanda ont tous deux exprimé leur gratitude pour les précieuses contributions et les efforts conjoints des États-Unis et du Qatar en tant que partenaires dans la promotion d'une résolution pacifique », ajoute le Département d'Etat.

Kinshasa enquête sur les réseaux financiers de l'entourage de Joseph Kabila. Les autorités congolaises poursuivent leurs investigations pour démanteler ce qu'elles considèrent comme les réseaux financiers de l'ancien président Joseph Kabila. Depuis environ quatre mois, arrestations et auditions se succèdent, dans le but de faire la lumière sur ce que certains décrivent comme d'éventuelles « cellules dormantes » de l'ancien régime. La plupart des personnes concernées ont des liens directs ou indirects avec le secteur minier. Parmi les cas les plus emblématiques figure celui de Médard Palankoy, avocat spécialisé dans les questions minières. Il a notamment été l'un des conseils de l'homme d'affaires congolo-israélien Dan Gertler, proche de l'ex-président Joseph Kabila. Médard Palankoy défend également Moïse Ekanga, ancien responsable du bureau chargé de l'exécution du contrat sino-congolais, connu sous le nom de « contrat du siècle ». Moïse Ekanga, désormais en exil, est considéré par les services de sécurité comme un acteur clé du réseau financier de Joseph Kabila. Quant à Médard Palankoy, il est détenu depuis plus de trois mois. L'enquête cible également Martin Kabwelulu, ancien ministre des Mines pendant plus d'une décennie. Selon nos informations, il a été entendu dans le cadre d'une enquête sur des carrés miniers supposément liés à l'ancien président. Un second avocat, lui aussi spécialiste du secteur minier, est actuellement en détention. Sa famille, inquiète, préfère pour l'instant ne pas révéler son identité. Ces arrestations ont toutes un point commun : les personnes concernées auraient été, ou seraient encore détenues dans des locaux dépendant du Conseil national de la cyberdéfense, un service directement rattaché à la présidence de la République.

Une pratique dénoncée par plusieurs juristes et organisations de la société civile, qui rappellent que ce service n'a aucune compétence légale pour détenir des individus. (RFI)

Retour progressif des déplacés à Walese Vonkutu grâce à l'accalmie sécuritaire. Environ 60 % des déplacés de la chefferie de Walese Vonkutu, dans le territoire d'Irumu en Ituri, ont regagné leurs villages après plusieurs mois de fuite causée par les attaques des rebelles ADF. Ce retour progressif est favorisé par l'amélioration de la situation sécuritaire, grâce aux opérations militaires conjointes menées par les Fardc et l'armée ougandaise (UPDF), rapportent des sources locales. Selon les acteurs de la société civile, la réhabilitation en cours de la route Komanda-Luna, entreprise par le gouvernement provincial avec l'appui du génie militaire ougandais, joue également un rôle déterminant dans la décision de nombreux déplacés de rentrer chez eux. Cet axe est vital pour les échanges entre l'Ituri et le Nord-Kivu.

Nord-Kivu : près de 100 000 enfants vaccinés contre la rougeole à Masisi, au Nord-Kivu, lors d'une campagne organisée du 5 au 10 juin avec le soutien de l'ONG Médecins sans frontières (MSF). L'opération s'inscrit dans la riposte à une flambée épidémique signalée depuis le début de l'année. Selon coordinatrice de MSF à Masisi, plus de 1 000 cas ont été recensés dans la zone, dont au moins quatre décès. Mais ces chiffres sont probablement sous-estimés en raison de la difficulté d'accès à certaines localités. Les efforts de vaccination se heurtent cependant à de nombreux défis sécuritaires. À Rutshuru, une campagne similaire lancée à Bamboo, ciblant plus de 26 000 enfants, a dû être suspendue partiellement à cause des affrontements.

La Première ministre Judith Suminwa échange avec le Réseau des parlementaires pour les ODD, un collectif de plus de 60 députés engagés à accompagner la mise en œuvre des objectifs de développement durable (ODD) en RDC. Le réseau a exprimé sa volonté de renforcer sa collaboration avec le gouvernement afin d'accélérer les progrès dans les différents domaines concernés, notamment la lutte contre la pauvreté, l'accès à l'éducation, la santé et la justice



climatique. « Avec les budgets-programmes et un contrôle parlementaire renforcé, nous pouvons aller plus loin », a affirmé le président du réseau, qui insiste sur la nécessité d'une synergie entre l'exécutif et le législatif pour atteindre les cibles fixées d'ici 2030. La Première ministre a, pour sa part, réaffirmé l'engagement de son gouvernement.

Le député honoraire Prince Kihangi plaide pour la consultation des peuples autochtones avant la COP 30, prévue pour novembre 2025. Le député provincial honoraire du Nord-Kivu invite la ministre de l'Environnement et développement durable à organiser des consultations inclusives avant l'élaboration du cahier des charges que la RDC présentera à cette conférence internationale sur le climat. « Ces communautés qui préservent nos forêts n'ont jamais été informées des résolutions issues de la COP 29, et aujourd'hui encore, elles sont tenues à l'écart », regrette Prince Kihangi et cite notamment le projet "Couloir vert Kivu - Kinshasa", jugé salutaire pour la lutte contre le réchauffement climatique, mais méconnu des populations concernées. « Comment peuvent-elles s'approprier un projet dont elles ignorent tout ? ». Il est incohérent que la RDC soit présentée comme un « pays-solution » en matière de climat sans associer ceux qui protègent réellement les forêts. Il dénonce la gestion opaque des crédits carbone censés bénéficier à ces communautés.

Les Etats-Unis lancent la campagne « Bâtir l'avenir ensemble » en RDC. Cette campagne vise à communiquer de manière claire et honnête l'étendue et la profondeur de l'engagement des Etats-Unis en RDC. La RDC bénéficie de plusieurs programmes dans le cadre de cette coopération notamment dans le domaine de l'agriculture, où 607.000 ménages ont vu leurs activités agricoles être améliorées. Dans le domaine sanitaire, les investissements américains s'élèvent à 900 millions de dollars dont 600 millions. Ils ont été affectés à la lutte contre le paludisme couvrant ainsi 40 pourcents de la population de la RDC et plusieurs millions pour la lutte contre les épidémies d'Ebola et de Mpx. S'agissant de la croissance économique, le pays de l'oncle Sam a investi 4 milliards de dollars dans les infrastructures du corridor de Lobito, les chaînes de valeur en minerais stratégiques et la lutte contre la pauvreté. À travers cette campagne et la réouverture du centre américain à Kinshasa, les USA réaffirment leur engagement indéfectible envers une RDC.

Vendredi 20 juin.

Environ 1 million de Congolais réfugiés dans différents pays (HCR) à la suite de différents conflits armés qui prévalent actuellement dans le pays. La RDC accueille en revanche environ 500 000 réfugiés externes. Au Nord-Kivu, la tripartite Rwanda-RDC-HCR, ce cadre de collaboration qui traite de la question du rapatriement des réfugiés de ces deux pays respectifs, continue avec ses activités. Le représentant intérimaire du HCR signale que le rapatriement de routine continue, de deux manières : le rapatriement des Congolais qui sont à l'extérieur et qui reviennent au pays. Au cours de cette année il y a environ 177 personnes qui sont revenues de l'Afrique du Sud, de la Namibie, du Burundi... Le HCR travaille avec la Commission nationale pour les réfugiés (CNR) pour les faire revenir. « Nous avons également le rapatriement des réfugiés qui se trouvent en RDC et qui rentrent chez eux. Aujourd'hui, nous sommes à pratiquement quatre mille personnes qui sont rentrées, essentiellement les réfugiés congolais, burundais et rwandais », poursuit Pierre Atchom.

Nord-Kivu : déplacement massif de la population après des affrontements à Kateku. Les combats ont éclaté dans le village de Kateku, situé à la frontière entre les territoires de Lubero et Walikale. Les habitants de Kateku ainsi que ceux des villages voisins de Buleusa et Bukumbirwa ont fui en masse vers Rusamambu, abandonnant leurs biens dans la panique. Le bilan exact reste incertain, mais des pertes civiles, incluant des morts et des blessés, sont signalées. Un calme précaire est revenu dans la région après plusieurs heures de combats, mais la peur demeure palpable parmi les populations.

Sud-Kivu : la société civile de Kalehe alerte sur la famine qui sévit dans la région. La société civile locale explique que de nombreuses terres arables sont devenues inaccessibles. Cela s'explique par les conditions restrictives imposées par certains propriétaires terriens, mais aussi par l'appauvrissement des sols dû aux catastrophes naturelles, à la déforestation pour la production de charbon de bois et de planches, ainsi qu'à l'insécurité persistante. « L'insécurité empêche la population d'exploiter la terre, car elle vit dans la peur des inciviques mal intentionnés ». Un appel est ainsi lancé à tous les habitants de Kalehe et de Mbinga Nord pour des actions communautaires en faveur de la sécurité alimentaire et de la protection de l'environnement.

Au sommet sur le Plan Mattei et le Global Gateway, Judith Suminwa appelle à un partenariat gagnant-gagnant. A la clôture du sommet sur le Plan Mattei et le Global Gateway, vendredi 20 juin à Rome (Italie), la Première ministre de la RDC, a insisté sur l'importance d'un partenariat gagnant-gagnant : « Il ne faut pas voir ce projet uniquement comme l'ouverture vers l'Atlantique à travers l'Angola et la Zambie. Il faut aller plus loin que ça, en regardant tous les



projets ou programmes structurants qui vont pouvoir se créer autour de ce corridor et en faire un pôle de développement ». Selon elle, ces initiatives profitent d'abord aux populations, notamment aux jeunes, en renforçant la formation professionnelle et en développant des chaînes de valeur dans l'agriculture, afin de favoriser l'emploi et le développement durable. Le sommet sur "Le Plan Mattei pour l'Afrique" et le "Global Gateway" constituent deux initiatives pour appuyer le développement durable des pays africains. Porté par l'Italie, "Le Plan Mattei" vise à renforcer la coopération et le développement entre l'Afrique et l'Europe. Cette initiative va mobiliser 5,5 milliards d'euros pour financer différents projets dans les pays concernés. De son côté, le "Global Gateway" est une stratégie d'investissement de l'Union européenne pour le monde. L'organisation entend mobiliser un budget estimé à 150 milliards d'euros.

Le vice-gouverneur du Nord-Kivu met en garde contre la fraude de cacao à la frontière de Nobili. « Nobili est pour nous une frontière pilote », a-t-il déclaré. « Tout Congolais, militaire ou civil, qui s'adonne à la fraude du cacao s'attaque à un produit stratégique pour notre économie », a martelé le vice-gouverneur. Il a également dénoncé la multiplicité des services étatiques à la frontière, source de tracasseries et de fraude douanière, appelant à un nouveau mode de gestion frontalière basé sur le respect de l'ordre opérationnel.

Kinshasa : les filles de la rue face à l'omerta sur les violences sexuelles. Sous les ponts, dans les marchés ou aux abords des grandes artères comme le boulevard Lumumba ou l'avenue de la Victoire, les jeunes filles dorment à la belle étoile, sans abri, sans protection, souvent sans repères familiaux. Et c'est dans ce contexte que les abus s'inscrivent dans une triste normalité. « J'ai 15 ans. Un homme m'a proposé de me donner à manger. Il m'a emmenée derrière un kiosque, il m'a violée. Après, il est parti comme si de rien n'était. Qui peut m'aider ? Je n'ai personne », témoigne Rose, rencontrée dans le quartier de Matete. D'autres évoquent les agressions commises par des policiers, des agents municipaux ou des passants. Le pouvoir, l'argent ou la simple impunité rendent ces violences d'autant plus fréquentes qu'elles sont rarement signalées. *L'impunité comme règle, la peur comme quotidien.* Pour ces jeunes filles, la parole reste étouffée par la peur, la honte et l'absence de recours. Plusieurs d'entre elles disent ne jamais s'être adressées à une autorité, ni avoir reçu un quelconque soutien psychologique ou médical. « Il n'y a pas de refuge ici. Quand on est malade ou blessée, on se débrouille entre nous. Si on parle, les autres rigolent ou disent que c'est normal. Alors on se tait. Cependant, certaines ONG locales tentent d'offrir des réponses d'urgence et des abris temporaires, kits d'hygiène, accompagnement juridique mais peinent à couvrir l'ensemble des besoins. « Ces filles vivent une forme de conflit urbain : elles sont exploitées, violentées et oubliées. Il est impératif de reconnaître la gravité de leur situation et d'agir. Leur souffrance est bien réelle, même si elle ne fait pas de bruit », déplore la secrétaire de l'ONG les femmes des valeurs, qui demande davantage de soutien institutionnel. *Un silence à briser.* En cette journée dédiée à l'élimination des violences sexuelles en contexte de conflit, les défenseurs des droits de la femme rappellent que ces violences ne se limitent pas aux zones de guerre. Les rues de Kinshasa, où la loi de la force et de la débrouille règne, peuvent devenir des territoires hostiles pour des milliers de mineures abandonnées à elles-mêmes. (Actualité CD)

Samedi 21 juin.

Eboulement à Masisi: "Il faut mettre fin au commerce des minerais du sang", plaide le député Ndayishimiye. «Aujourd'hui au Nord-Kivu, on ne peut plus parler de fraude des minerais. Il s'agit plutôt d'un pillage qu'il faut vite arrêter », a déclaré, vendredi 20 juin à Radio Okapi, le député national Justin Ndayishimiye. Il réagissait ainsi à la suite d'un éboulement de terre, jeudi, dans le site minier de Bibatama, dans le territoire de Masisi, une zone sous contrôle de la rébellion de l'AFC-M23. Plusieurs enfants de moins de 18 ans se retrouvent parmi les dizaines de victimes de cet éboulement. Au regard de ce qui se passe en RDC, selon lui, "on ne peut plus parler de la fraude parce que c'est du pillage. Ce sont vraiment les minerais du sang. Ce sont de minerais qui ne devraient pas avoir accès à aucun marché, que ça soit national ou international. Il faudrait vraiment qu'il y ait des mesures pour mettre fin à cette exploitation". Sur place à Masisi, des sources attribuent cette tragédie à l'exploitation anarchique qui sévit actuellement dans le site de Rubaya.

La population et les élus de Beni saluent la signature du mémorandum révisé pour les opérations conjointes FARDC-UPDF. Le chef d'état-major général des FARDC, le lieutenant-général Banza Mwilambwe Jules, et le général d'armée Muhozi Kainurengaba, chef des forces de défense du peuple ougandais, ont réaffirmé vendredi leur engagement à renforcer la coopération militaire entre leurs deux pays. Le nouveau mémorandum d'entente prévoit un renforcement des opérations militaires contre les ADF, avec une extension des zones d'intervention. Désormais, les opérations s'étendront au territoire de Mambasa, dans la province de l'Ituri, ainsi qu'aux territoires de Djugu, Irumu, Mahagi et Aru. Ces zones sont également affectées par la présence d'autres groupes armés responsables de l'insécurité dans la région. Malgré cet accueil favorable, les élus et la population de Beni ont formulé des recommandations pour maximiser l'efficacité des opérations conjointes FARDC-UPDF. Ils appellent à des actions militaires plus robustes et



mieux planifiées, avec un accent particulier sur les zones les plus touchées par les violences des ADF. Parmi les priorités identifiées figurent les secteurs de Beni-Mbau et de Ruwenzori, deux entités à vocation agricole.

RDC : l'opposition partagée après la signature d'un accord de paix préliminaire avec le Rwanda. Réunis à Washington mercredi 18 juin, des représentants de la RDC et du Rwanda ont signé un document préparatoire à un accord de paix entre leurs deux pays. Paraphé sous l'égide des États-Unis, le compromis doit encore être validé par les ministres congolais et rwandais des Affaires étrangères qui pourraient y apposer leur signature le 27 juin, avant une possible rencontre au sommet entre Félix Tshisekedi et Paul Kagame au mois de juillet en présence de Donald Trump et, peut-être, d'autres chefs d'État africains. Reste que du côté de l'opposition congolaise, cet accord ne fait pas l'unanimité loin s'en faut, même si, dans sa grande majorité, celle-ci met toutefois en avant le besoin d'un dialogue inter-congolais à travers l'initiative des églises catholique et protestante pour l'organisation d'un forum national. Médecin et prix Nobel de la paix, le docteur Denis Mukwege qui s'est lancé en politique à l'occasion de la dernière présidentielle, en 2023, est le premier à avoir réagi. Dans un long communiqué, celui-ci dénonce le caractère « opaque » et « non inclusif » de cet accord en négociation, position qu'il avait déjà défendue fin avril lors de la signature à Washington d'une déclaration de principe pour la promotion de la paix et le développement dans la région des Grands Lacs par les chefs de la diplomatie rwandaise et congolaise, Olivier Nduhungirehe et Thérèse Kayikwamba Wagner. « En l'état actuel des choses, l'accord reviendrait à accorder une prime à l'agression, à légitimer le pillage des ressources naturelles congolaises et à contraindre la victime à aliéner son patrimoine national en sacrifiant la justice en vue de garantir une paix précaire et fragile », écrit Denis Mukwege. ***La RDC ne doit pas apparaître comme « un immense gisement »*** L'opacité de cet accord, c'est aussi ce que dénonce le camp de l'ancien président Joseph Kabila qui estime que si un texte devait être signé, son application nécessiterait auparavant de passer par un dialogue entre les Congolais. « On ne peut contester aucune initiative qui tend vers l'intégrité du territoire, la souveraineté et la protection de la population. Mais on devra en discuter », explique ainsi le porte-parole du PPRD, Ferdinand Kambere. Si du côté de Martin Fayulu – qui a opéré ces dernières semaines un rapprochement avec le président Tshisekedi – on met en avant des points positifs comme « l'obligation faite au Rwanda de retirer ses troupes du sol congolais », Prince Epenge, le porte-parole de Lamuka, s'inquiète toutefois aussi du fait que la RDC « n'apparaisse que comme un immense gisement, une mine à ciel ouvert où l'on viendrait exploiter les minerais qui vont alimenter les industries minières au Rwanda ». Le parti de Moïse Katumbi, qui doit se réunir samedi 21 juin pour évoquer le sujet, n'a en revanche pas encore défini sa position officielle, tout comme le camp de l'ancien Premier ministre Adolphe Muzito qui attend, quant à lui, de connaître le contenu des différentes discussions pour se prononcer. ***Au Rwanda, le chef de la diplomatie estime que « l'accord de paix est désormais prêt »*** Le ministre rwandais l'assure : le texte est finalisé et ne fera plus l'objet de modifications. Son entrée en vigueur est prévue immédiatement après la signature, et certaines dispositions devront s'appliquer dès le 27 juin. Parmi elles : la mise en place d'un mécanisme conjoint de suivi dans un délai de 30 jours. Il était initialement envisagé que les présidents Félix Tshisekedi et Paul Kagame signent l'accord à la Maison Blanche, en présence de Donald Trump, dans un format similaire à la tentative de Luanda en décembre 2024. Mais selon nos informations, cette option – soutenue par Massad Boulos, conseiller principal pour l'Afrique à la Maison Blanche – a été écartée ces derniers jours. Il n'est toutefois pas exclu que les présidents Paul Kagame et Félix Tshisekedi se rencontrent. Un sommet est tout de même prévu à Washington, autour de Donald Trump, avec les présidents congolais et rwandais, ainsi que d'autres dirigeants africains. Si le Rwanda ne prévoit aucune procédure parlementaire pour entériner l'accord, la situation est plus incertaine en RDC. Le président de l'Assemblée nationale, Vital Kamerhe, avait annoncé fin mai que tout accord de paix ou de coopération économique devrait être examiné par le Parlement. Problème : la session parlementaire s'est achevée il y a cinq jours. (RFI)

Dimanche 22 juin.

Kinshasa prolonge de trois mois la suspension des exportations de cobalt face à des stocks élevés. L'Autorité de régulation et de contrôle des marchés des substances minérales stratégiques (ARECOMS) justifie cette décision par l'existence de « stocks toujours importants sur le marché ». La mesure concerne tout le cobalt issu de l'exploitation minière, qu'elle soit industrielle, semi-industrielle, artisanale ou à petite échelle. Le cobalt congolais représente près des deux tiers de l'offre mondiale. Depuis la première suspension, les prix ont fortement augmenté pendant un mois, avant de se stabiliser. En Afrique, les principaux stocks de cobalt sont entreposés en Zambie et en Afrique du Sud, tandis qu'au niveau international, des volumes importants sont également stockés en Chine et en Malaisie. (Actualité CD)

Pacte social : Félix Tshisekedi reçoit le rapport de mission CENCO-ECC. Ce rapport fait état de la mission effectuée tant au pays qu'à l'étranger à l'initiative des évêques de ces deux confessions religieuses. Ils ont rencontré certains chefs d'État de la région, de l'Europe et autres responsables politiques aux États-Unis d'Amérique pour leur expliquer le sens de la démarche, qui se fonde sur la recherche d'une paix durable dans la région. Cette rencontre a duré environ deux heures. « Le Président de la République a eu le temps de nous écouter et nous aussi nous l'avons écouté... »



le plus important est que Tshisekedi a mis en place une équipe qui va continuer à travailler avec nous pour approfondir la mise en œuvre de cette initiative ».

Les groupes armés de l'Ituri débutent leur dialogue ce lundi. Le dialogue entre les groupes armés locaux actifs en Ituri va s'ouvrir lundi 23 juin au centre commercial d'Aru, à 260 km de Bunia. Les leaders de ces groupes armés, les délégués de différentes communautés, des organisations non gouvernementales ainsi que plusieurs autres responsables civils, militaires et policiers, sont attendus à cette rencontre initiée par le gouvernement provincial avec l'accompagnement de la Monusco. Durant 5 jours, les participants vont passer au peigne fin l'accord de paix signé dans la même cité, par les différents groupes armés en mai 2023. Ils avaient pris l'engagement solennel d'œuvrer pour le retour de la paix dans la province. Plus de deux ans après, des voix s'élèvent pour condamner la poursuite des violences. C'est le cas de l'ONG Synergie des jeunes filles de l'Ituri, dont la coordonnatrice s'indigne de voir les violences sexuelles, les viols, les tueries contre les jeunes filles et les femmes se poursuivre. Le président du parlement des jeunes de l'Ituri, demande au Gouvernement congolais d'appliquer la force si ces groupes armés ne respectent pas leurs engagements.

Reprise des affrontements entre le M23 et les Wazalendo à Nyanzale après une brève accalmie. Plus tôt dans la journée, les Wazalendo du mouvement CMC avaient publié un communiqué dénonçant une attaque à l'obus sur plusieurs agglomérations, dont Nyarubande, Burambo, Muhanga, Kihondo-centre et Kiyeye, survenue samedi. Ils annonçaient alors leur intention de réagir rapidement à ce qu'ils qualifiaient de provocation. Parallèlement, d'autres affrontements auraient également eu lieu dans les environs de Katsiru, opposant les mêmes protagonistes : M23 et Wazalendo.

Pacte de paix signé entre les communautés Mbole et Lengola, à Osio dans la province de Tshopo. Après plus de trois années de conflits meurtriers, les communautés Mbole et Lengola ont officiellement scellé un pacte de paix, tournant la page des violences qui ont endeuillé leurs territoires respectifs. Les deux parties se sont mutuellement pardonné les atrocités du passé et se sont engagées, devant Dieu et l'État, à ne jamais récidiver. Pour le ministre Jacquemain Shabani, cette réconciliation doit s'incarner dans des actes concrets, notamment la libération des villages occupés, la réinstallation des déplacés dans leurs terres d'origine, et la reprise des activités agricoles dans la paix et l'unité.

Lundi 23 juin.

Nord-Kivu : la communauté Bushenge Hunde dément tout lien avec le M23. Dans une déclaration rendue publique au terme d'une réunion extraordinaire du Conseil des sages, les représentants de la communauté Bushenge Hunde ont dénoncé la diffusion de messages et de vidéos circulant sur les réseaux sociaux, suggérant un prétendu ralliement au M23.

Lutte contre la corruption en RDC : Lucy Tamlyn appelle à une législation robuste et indépendante. S'exprimant devant des parlementaires, des experts judiciaires, des représentants de l'Agence de prévention et de lutte contre la corruption (APLC) et des partenaires techniques, l'ambassadrice des États-Unis en RDC, a exhorté les autorités congolaises à adopter une loi anticorruption « robuste », conforme aux standards internationaux. Elle a insisté sur l'indépendance des institutions de contrôle et la protection des lanceurs d'alerte comme socles incontournables d'un système de gouvernance efficace. Trois panels ont, au cours de l'atelier, décortiqué la stratégie nationale de lutte contre la corruption 2022-2026, en mettant en avant les défis et les réformes nécessaires. Parmi les propositions phares ressorties de ces échanges figure la création d'un tribunal économique et financier spécialisé dans le traitement des affaires de corruption, une mesure jugée cruciale pour renforcer l'arsenal judiciaire du pays.

La société civile dénonce le monnayage des visites à la prison de Butembo. Les gardiens exigent des frais aux proches des détenus pour leur permettre de rendre visite à leurs proches incarcérés. Elle dénonce une injustice flagrante qui aggrave la marginalisation des plus démunis. En effet, seuls les détenus ayant des proches financièrement capables peuvent recevoir des visites, privant ainsi les autres de ce droit. Les agents de sécurité en poste à la prison de Kakwangura sont accusés de détourner leur mission pour s'enrichir personnellement, au détriment des droits des détenus. Cette situation, constitue une atteinte à la dignité humaine et une violation des principes fondamentaux des droits de l'homme.

Félix Tshisekedi à Luanda pour participer au sommet Etats-Unis-Afrique. Organisé par le Corporate Council on Africa (CCA), ce sommet de Luanda réunit plus de 1 500 délégués dont des Chefs d'Etat, des chefs de gouvernement et des ministres africains, de hauts fonctionnaires du gouvernement américain ainsi que des dirigeants d'entreprises américaines et africaines. « Les voies de la prospérité : une vision commune du partenariat entre les États-Unis et



l'Afrique », est le thème principal de ce rendez-vous d'affaires. Le Président Félix- Antoine Tshisekedi fera un exposé, dans un panel spécifique, sur le corridor de Lobito, un projet soutenu par le gouvernement américain. Le Président de la République d'Angola a dit que l'Afrique se présente comme un espace privilégié d'investissement et de croissance, après de profondes transformations économiques dans plusieurs régions africaines au cours de la dernière décennie. « Pour concrétiser ce projet et assurer le développement économique et social de l'Afrique, le continent s'efforce d'obtenir, avec les institutions financières internationales telles que la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et d'autres institutions similaires, ainsi que les banques, des conditions de financement et de crédit plus équitables et plus favorables pour les investissements publics nécessaires dans les infrastructures routières, ferroviaires, portuaires, énergétiques et hydrauliques, ainsi que dans les technologies de l'information et de la communication », a-t-il souligné.

Pourquoi l'Ouganda tente de consolider sa position stratégique avec la RDC. Le 20 juin, la RDC et l'Ouganda ont signé un accord pour poursuivre leur opération militaire conjointe contre les rebelles Allied Democratic Forces (ADF). Mais, pour les Ougandais, au-delà des enjeux sécuritaires, il s'agit aussi de consolider leur rôle stratégique auprès de leur voisin et plus globalement dans la région. **Explications.** Le général ougandais Muhoozi Kainerugaba, fils du président du pays Yoweri Museveni, réclamait une rencontre avec le président congolais Tshisekedi depuis plusieurs mois, selon les informations de RFI. Son déplacement à Kinshasa n'est donc pas anodin. À travers cette signature, l'Ouganda cherche en effet à consolider sa position stratégique en RDC, un pays voisin auquel il tient, pour plusieurs raisons. Contrairement au Rwanda, l'Ouganda a choisi la voie d'une coopération formelle. Objectifs affichés : combattre les ADF, rebelles d'origine ougandaise affiliés à l'État islamique et sécuriser les zones frontalières. Mais pas seulement. Kampala veut aussi garder un œil sur les groupes armés actifs dans les provinces congolaises voisines du Nord-Kivu et de l'Ituri. En toile de fond, il y a la sécurisation des travaux d'infrastructures, comme les routes Mpondwe-Kasindi-Beni ou encore Bunagana-Goma. Ces chantiers sont exécutés par Dott Services, une société basée à Kampala et financée conjointement par les deux pays. Pour l'Ouganda, ces voies sont vitales pour accéder au vaste marché congolais. Muhoozi Kainerugaba en a parlé avec le chef de l'État congolais. Enfin, cet activisme ougandais vise à rappeler que Kampala reste un acteur régional incontournable : militairement, diplomatiquement, mais aussi économiquement. L'accord de paix négocié entre Kinshasa et Kigali à Washington prévoit d'ailleurs un renforcement du mécanisme régional de commerce. Or, dans ce contexte, l'Ouganda, point de sortie majeur de l'or ou du café congolais, souvent issus de la contrebande, entend bien jouer sa carte, disent plusieurs sources contactées à propos. (RFI)

Beni : la Monusco installe des lampadaires pour renforcer la sécurité. Quand le soleil se couchait sur Nzuma, un quartier excentré de la ville de Beni, au Nord-Kivu, la tombée de la nuit était synonyme de peur. Sans électricité ni éclairage public, les habitants vivaient dans l'angoisse d'éventuelles attaques, les bandits armés profitant de l'obscurité pour opérer à l'abri des regards. Depuis le 20 juin, cette réalité a changé. L'avenue reliant le centre de santé de Nzuma à la RN4 est désormais éclairée grâce à l'installation de lampadaires par la Monusco, une initiative accueillie avec soulagement. Au total, 45 lampadaires ont été installés dans le cadre de ce projet à impact rapide, mis en œuvre par la Brigade d'intervention de la Force (FIB). Une initiative concrète qui contribue directement à l'amélioration du quotidien.

Mardi 24 juin.

Le territoire d'Aru en Ituri, frappé par la sécheresse. Cette situation, qui perdure depuis le mois de mars, impacte négativement sur l'agriculture, l'élevage et les conditions de vie des populations. La sécheresse a entraîné une rareté des produits vivriers sur les marchés, provoquant une hausse significative des prix. Les paysans, déjà fragilisés, peinent à subvenir à leurs besoins alimentaires. Dans le secteur de l'élevage, les animaux souffrent également : ils manquent d'herbes fraîches à brouter et d'eau pour s'abreuver, ce qui menace leur survie et, par extension, les moyens de subsistance des éleveurs. Cette crise alimentaire est exacerbée par l'arrivée de milliers de réfugiés Sud-Soudanais dans la région. Ces réfugiés, accueillis par des familles locales déjà démunies, accentuent la pression sur les ressources limitées disponibles.

La réforme des Nations unies, un bouleversement pour les économies africaines. Confrontées à une crise majeure, les Nations unies doivent faire face à la multiplication des conflits sur le terrain. Cependant, l'ONU a opéré une réduction drastique de son plan d'aide humanitaire mondial pour l'année 2025, en raison des « coupes budgétaires les plus importantes jamais opérées » ; il passe de 44 milliards de dollars demandés à 29 milliards de dollars. La réforme ONU 80, elle, prévoit des coupes dans les équipes d'au moins 20%. « Il ne s'agit pas d'une situation temporaire : c'est structurel. Cela va être indubitablement un moment difficile pour chacun de nous », reconnaissent-ils. Cette humanitaire a accepté de témoigner, mais a préféré rester anonyme, dans l'espoir de retrouver un emploi aux Nations unies. Elle travaille dans une mission de l'ONU et a été prévenue, le 1^{er} juin, que son contrat serait résilié dès la fin du mois. « Je



pense que personne ne s'attendait à ce que les choses prennent une tournure aussi radicale. Des milliers de personnes ont été licenciées. Il y a peut-être 80 expatriés, mais il y a aussi des centaines de salariés locaux, explique-t-elle. Les gens sont, à juste titre, extrêmement contrariés et frustrés, car l'effet sur la vie des gens au niveau local est très profond. À l'heure actuelle, c'est sans doute endémique aux Nations unies. Il y a un manque de communication directe, ce qui rend certains processus inutilement opaques. » **Des coupes drastiques et rapides.** La réduction substantielle des aides américaines, une crise de liquidités au sein du système onusien et un besoin de réforme général justifient ces coupes drastiques. « Il ne fait aucun doute que le système humanitaire doit être réformé, mais ce à quoi nous assistons est très brutal ». « Au sein des Nations unies, le Programme alimentaire mondial, la plus grande agence humanitaire, a dû supprimer 25 à 30% de ses effectifs mondiaux. L'Organisation mondiale de la santé a dû réduire de 25% ses programmes d'urgence. Il n'y a pas de temps pour la négociation, car dans de nombreux cas, les activités ont été immédiatement gelées. C'est pourquoi l'impact est si dévastateur ». **Des impacts sur les économies locales.** Pour le spécialiste, la géographie des conflits, des besoins et des missions indiquent que le continent africain est sans doute le plus touché par cette réforme de l'ONU. Les conséquences sont directes sur les emplois et activités humanitaires, mais cela touche également l'ensemble des sous-traitants locaux, ainsi que l'économie des localités dans lesquelles ces travailleurs étaient basés. C'est ce dont fait part Jacques Mukena, spécialiste gouvernance et économie à l'Institut congolais Ebuteli. « Leur départ va forcément avoir un impact. Il n'y aura plus autant de demande sur les logements très chers, il n'y aura plus forcément de demande sur des produits qu'ils ont introduits. La liste est très longue », recense-t-il. Selon des modélisations internes révélées par The Economist, le système onusien pourrait se retrouver à court de liquidité dès le mois de septembre 2025. (RFI)

Des étudiants et pêcheurs de Muanda mobilisés contre l'expansion pétrolière. Le Cadre d'acteurs et d'actions pour le développement durable (CAADD), qui a réuni étudiants et pêcheurs locaux, s'est tenu sur plusieurs sites touchés par la pollution pétrolière, mettant en lumière les conséquences environnementales déjà visibles dans cette zone littorale. Elle vise à dénoncer le drame écologique que vit Muanda, en lien avec l'exploitation pétrolière existante. « Nous avons un devoir de protéger notre patrimoine naturel et nos écosystèmes marins. Ce que vit Muanda ne peut plus être ignoré ». Les manifestants ont réclamé une politique de transition énergétique responsable et la valorisation d'alternatives durables au pétrole, notamment à travers la pêche artisanale, le tourisme écologique ou les énergies renouvelables.

Les Fardc accusent la coalition RDF/AFC/M23 d'exécutions sommaires à Munzinzi, de 17 civils. Les faits se sont déroulés le dimanche 22 juin, vers 18h30 au village de Munzinzi, dans le territoire de Walungu, au Sud-Kivu. Les victimes ont été accusées à tort de collaborer avec l'armée congolaise et les groupes d'autodéfense Wazalendo, à la suite de l'échec des récentes attaques du M23 contre les positions militaires dans la zone. Plusieurs habitations ont été incendiées, poussant les habitants, pris de panique, à fuir vers les positions des Fardc les plus proches.

Samuel Mbemba: «Les poursuites contre les politiciens se poursuivront jusqu'à leur terme». Le gouvernement RDC, par la voix de Samuel Mbemba, vice-ministre de la Justice, assurant l'intérim du ministre d'État à la Justice, a rejeté la proposition du Conseil national de suivi de l'Accord et du processus électoral (CNSA) demandant l'arrêt des poursuites judiciaires et la libération des prisonniers politiques. Cette proposition, présentée dans un esprit de décrispation politique, n'a pas été retenue par l'exécutif. « Nous allons transmettre un courrier aux Parquets militaires et civils pour que toutes les actions pénales en cours soient menées à terme. Il ne s'agit pas d'injonctions, mais de rappeler que ces affaires doivent suivre leur cours légal », a-t-il déclaré. « On ne peut pas sacrifier les droits des victimes au nom de compromis politiques. Toute démarche de dialogue ou de décrispation doit intégrer les principes internationaux, notamment en matière de vérité, de poursuites, de réparation et de réforme... Il est essentiel que la vérité soit connue. Elle ne peut émerger que par des procès conduits jusqu'à leur terme. L'indemnisation des victimes n'est possible qu'une fois celles-ci identifiées. Et cela passe par la justice », a-t-il insisté. (Africanewsrdc)

Cholera au Maniema : 120 décès enregistrés en 5 mois. Depuis le début de l'année, la province du Maniema a enregistré plus de 3 304 cas, dont 120 décès de choléra. « Nous avons développé les stratégies de réponse. D'abord, nous sommes appelés à former la province par rapport à la riposte contre le choléra sur tous les piliers et après cette formation de l'équipe provinciale nous allons former les équipes dans les deux zones de santé les plus touchées, Kindu et Alunguli ».

Mercredi 25 juin.

Accord RDC-Rwanda : Washington veut favoriser les investissements dans un climat de paix (Lucy Tamlyn). L'objectif poursuivi par les Etats-Unis d'Amérique dans les efforts de médiation qu'ils mènent dans la région des Grands entre la RDC et le Rwanda particulièrement consiste à améliorer le climat des affaires en vue de favoriser les



investissements dans un climat de paix. Selon l'Ambassadrice américaine en RDC, l'accord entre son pays et la RDC n'a pas pour objectif de transférer les richesses du Congo vers les Etats-Unis.

RDC: entre janvier et mai 2025, près de 300 incidents touchant des humanitaires ont été recensés. C'est dans la province du Nord-Kivu que les incidents touchant les humanitaires ont été les plus nombreux. Près de 140 depuis le début de cette année 2025. Viennent ensuite le Sud-Kivu, l'Ituri, le Tanganyika et le Maniema avec respectivement 73, 27, 22 et 5 incidents. Ocha a détaillé le type d'incidents. Près de la moitié sont des cambriolages, des braquages ou des intrusions, 30% concerne des tensions avec des hommes armés et pour 23%, ce sont des intimidations, des menaces ou encore des agressions. Conséquences : le bilan humain de ces incidents est très lourd : 12 travailleurs humanitaires ont été tués en cinq mois, 18 blessés et 12 personnes ont été kidnappés. (RFI)

Distribution d'articles ménagers essentiels à 10 000 déplacés dans le sud d'Irumbu. Chaque famille bénéficiaire a reçu des casseroles, gobelets, bidons pour l'eau; des nattes et couvertures pour le couchage; des kits d'hygiène féminine; ainsi que des moustiquaires imprégnées pour prévenir le paludisme. Malgré cette assistance, les déplacés lancent un cri de détresse, réclamant une aide alimentaire d'urgence. Nombre d'entre eux expliquent leur impossibilité d'accéder aux champs, encore sous le contrôle ou la menace de groupes armés dans la forêt. La province de l'Ituri compte aujourd'hui plus de 1,5 million de personnes déplacées internes, selon les dernières estimations des humanitaires.

Semaine de l'Énergie 2025 : la SNEL dévoile ses avancées et dévoile son plan de redressement au service de l'électrification nationale. Le directeur général de la SNEL, a dénoncé le manque de protection réglementaire pour le recouvrement de créances. En 2024, la SNEL a versé 100,3 millions USD au Trésor, alors que l'État congolais lui doit 278 millions, les entreprises publiques 70 millions et les entités provinciales 60 millions. Près d'un tiers de l'électricité produite serait consommée sans contrepartie financière. Avec une dette de 3 milliards USD et une capacité réelle de 1100 MW sur 2200 MW contractés, la pression est critique. *Des progrès malgré tout.* En deux ans, la SNEL a : connecté 100 000 nouveaux clients, recruté 927 techniciens, supprimé la facturation forfaitaire, digitalisé plusieurs services, investi 14,1 millions USD dans l'électrification rurale, collecté plus de 29 milliards de CDF de taxes d'éclairage public dans trois villes. Elle modernise ses infrastructures de production, de transport et de distribution d'électricité à travers le pays,

Mgr Uringi, évêque de Bunia aux habitants d'Ituri : « La guerre ne fait que nous rendre pauvres ». Mgr Uringi, a lancé un vibrant appel à la paix le 24 juin, lors d'une messe célébrée à la cathédrale Mudzi-Maria, à l'occasion de ses 20 ans d'épiscopat. Il a insisté sur la nécessité de mettre fin aux violences armées qui continuent de plonger la province de l'Ituri dans la misère. « La guerre ne fait que nous rendre pauvres. Je vous invite à travailler pour la pacification de notre province ». Dans son homélie, Mgr Uringi a évoqué les leçons tirées de ses deux décennies d'engagement pastoral, soulignant que « le plus grand service que nous puissions rendre à ce monde, c'est de lui dire que la paix est possible et que le pardon libère ». Il a réaffirmé sa proximité avec les populations d'Ituri, toujours meurtries par les affres de la guerre, et rappelé que « sans paix, il n'y a pas de développement durable. Je vous invite tous à travailler pour la pacification de notre chère province de l'Ituri. L'émergence d'une petite tranche de la population ne doit pas nous faire oublier que sans la paix, il n'y pas le développement durable ».

Grand Bandundu : plus de 550 000 personnes déplacées en trois ans à la suite d'exactions de la milice Mobondo. Ces violences, qui se sont étendues aux provinces du Kwilu, Kwango et jusqu'à Maluku (Kinshasa), ont déjà causé plus de 550 000 déplacés internes, plus de 5 000 morts, 800 blessés et l'incendie de 450 infrastructures (écoles, centres de santé, églises, maisons), selon le Réseau des ONG de défense des droits des déplacés internes (RODDDI-RDC). « Les déplacés vivent dans des conditions extrêmement précaires : sans nourriture, sans soins médicaux, sans eau potable ni abri. Cela engendre malnutrition, maladies hydriques et détérioration générale de la santé ». Le RODDDI appelle le gouvernement congolais à organiser un dialogue interprovincial de paix et de réconciliation, incluant les vrais acteurs qui soutiennent ou alimentent cette milice, afin de ramener la stabilité dans la région.

Jeudi 26 juin.

Crise dans l'Est de la RDC : Félix Tshisekedi reçoit Olusegun Obasanjo à Kinshasa, l'ex-Président du Nigeria, Olusegun Obasanjo, l'un des facilitateurs désignés par la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC) et la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) pour contribuer à trouver des solutions au conflit armé qui secoue l'Est de la République démocratique du Congo (RDC). « Nous explorons toutes les possibilités sur la situation entre le Rwanda et la RDC pour qu'il n'y ait plus de confrontation militaire et de violence. Les discussions que j'ai eues avec mes deux frères du Rwanda et de la RDC sont sur le bon chemin », a déclaré Olusegun Obasanjo, qui revenait du



Rwanda. Après l'étape de Kinshasa, il poursuit sa tournée au Togo : « nous avons un médiateur nommé par l'Union africaine en la personne de Faure Gnassingbé, Président du Conseil des ministres togolais. Je vais me rendre à Lomé pour lui faire rapport et voir ce qui doit être fait pour une paix durable dans la région », a précisé l'ancien Président nigérian.

RDC : près de 11 millions d'enfants ciblés par la 2^e phase de la campagne contre la poliomyélite. Selon les autorités sanitaires, les enfants âgés de 0 à 5 ans seront vaccinés dans les provinces de Kinshasa, Tanganyika, Haut-Lomami, Kongo Central et Haut-Katanga. En parallèle, ceux âgés de 0 à 15 ans recevront le vaccin dans la Tshopo et le Maniema. Dr Élisabeth Mukamba, coordinatrice du Comité des opérations d'urgence Polio en RDC, insiste sur l'importance de la mobilisation collective : « Le poliovirus variant circule encore. Lorsqu'il existe des poches de population insuffisamment vaccinées, ce sont les enfants qui en souffrent. Il se développe et peut entraîner la paralysie. Donc, nous avons des efforts communs à faire. ». Les autorités appellent les parents, les leaders communautaires et tous les acteurs concernés à s'engager pleinement pour atteindre l'objectif ultime : l'éradication de la poliomyélite sur l'ensemble du territoire congolais.

RDC : « Ces femmes ont vécu l'enfer » — l'ONU lance un cri d'alarme face à l'oubli. Dans les collines verdoyantes de l'est congolais, les récits se suivent et se ressemblent : maisons brûlées, familles déchirées, femmes violées. En visite dans la région de Goma, ravagée par les violences, le chef des secours d'urgence de l'ONU, Tom Fletcher, n'a pas mâché ses mots. « Ces femmes ont vécu l'enfer », a-t-il lancé, bouleversé par les témoignages de survivantes. Depuis janvier, cette métropole stratégique du Nord-Kivu est tombée aux mains des rebelles du M23, soutenus par le Rwanda, ravivant les plaies d'un conflit qui dure depuis des décennies. Mais ces derniers mois, prévient l'ONU, ont été d'une brutalité inouïe. « Ce qui m'a le plus marqué, hier et aujourd'hui, ce sont les récits de violences sexuelles. J'ai écouté des femmes raconter des histoires si atroces que je ne peux les répéter ici ». Ces femmes, mutilées dans leur chair, cherchent désormais le courage de recommencer à vivre. Et face à elles, les travailleurs humanitaires tentent de maintenir un semblant de soutien. « Nous sommes là pour les aider à se relever », dit M. Fletcher. ***Une crise silencieuse, une aide qui s'effondre.*** À ces drames s'ajoute une réalité plus vaste : cinq millions de personnes vivaient déjà dans des camps de déplacés dans l'est du pays, avant l'offensive lancée en début d'année par le groupe armé. Et aujourd'hui, ce sont plus de 20 millions de Congolais qui ont besoin d'une aide vitale. Un chiffre effarant. Mais les financements, eux, s'effondrent. Alors que les pays de l'OTAN viennent d'annoncer une hausse de 5 % de leurs dépenses militaires, les fonds alloués à l'action humanitaire atteignent leur plus bas niveau. Aux États-Unis, qui finançaient à eux seuls 70 % de l'aide de l'ONU en RDC, cette générosité historique semble vaciller. « Nous constatons que la majorité de ces fonds s'évaporent », alerte M. Fletcher. « Cela nous oblige à faire des choix cruels, des choix de vie ou de mort ». Des enfants meurent faute d'eau potable. Des communautés vivent sans abri, sans médicaments. Des femmes victimes de violences sont livrées à elles-mêmes. « Ces coupes budgétaires sont bien réelles, et des gens meurent à cause de cela », résume-t-il. « ***Nous continuons, malgré tout*** ». Malgré les barrages, malgré les routes coupées et les aéroports fermés, les équipes humanitaires poursuivent leur mission. « Nous essayons d'atteindre ces communautés, de rouvrir les routes, de débloquent les postes de contrôle qui entravent notre aide », affirme le responsable onusien. Face à la raréfaction des financements, un plan d'«ultra-priorisation» a été lancé : sauver 114 millions de vies cette année. Une ambition immense, qui ne tient qu'à un fil. « Nous demandons simplement 1 % de ce que le monde a dépensé en armement l'an dernier ». ***Ne pas les oublier.*** Ce que Fletcher a vu sur le terrain le hante. Ce sont des villages décimés, des enfants au regard vide, des familles déplacées pour la troisième ou quatrième fois. « Ils sont en première ligne de l'effort humanitaire », martèle-t-il. « On ne peut pas les oublier ». Pourtant, au milieu du chaos, une lueur subsiste : la solidarité. Celle des habitants entre eux, tenaces, résilients, décidés à survivre ensemble. « Je n'ai pas renoncé à la bonté humaine ni à la solidarité. Je n'ai pas cessé un instant de croire en la Charte des Nations Unies. Ce travail en est le cœur même ». (ONU Info)

Ituri : des leaders de groupes armés réaffirment leur engagement pour la paix lors du dialogue d'Aru 2. Les représentants des groupes armés CODECO, FRPI, MAPI et FPIC, déjà signataires de l'accord de cessation des hostilités lors du dialogue d'Aru 1, ont affirmé avoir respecté leurs engagements, malgré quelques failles. Deux autres milices, Zaïre et Chini ya Tuna, absentes de ces assises, ont également adhéré au processus de paix à travers des accords unilatéraux, traduits notamment par le désarmement volontaire de plusieurs de leurs combattants. ***Appels au gouvernement et à l'armée.*** Les participants ont exhorté le gouvernement à allouer des moyens conséquents au programme de désarmement, démobilisation et réinsertion, condition essentielle selon eux pour éviter que les ex-combattants ne reprennent les armes. Ils ont également plaidé pour un renforcement de la présence des Fardc dans les zones sensibles afin d'assurer la protection des civils. Ils ont demandé à l'armée de neutraliser les groupes armés non engagés dans le processus, notamment certains Mai-Mai venus du Nord-Kivu et les rebelles ADF, toujours actifs.

RDC: 176 organisations dénoncent l'ouverture de 52 nouveaux blocs pétroliers dans le bassin du Congo, alors même que la RDC affiche son ambition de devenir un acteur clé dans la lutte contre le dérèglement climatique. Pour la



coalition, la relance de projets d'exploration pétrolière dans une zone protégée de la cuvette centrale est « incompréhensible et intolérable ». Sans surprise, les organisations de la société civile dénoncent les conséquences considérables de l'exploitation pétrolière sur la biodiversité, le climat et les communautés locales – d'autant plus, soulignent-elles, que des alternatives existent. « Encore un risque environnemental énorme, alors que justement, y a des alternatives vertes à capitaliser. Il s'agit de quoi quand on parle des alternatives vertes ? La RDC a plus de 100 000 mégawatts en potentiel hydroélectrique. Elle bénéficie également d'un ensoleillement assez élevé, qui pourrait la positionner comme un leader mondial des énergies vertes et de toutes ces initiatives. Ce serait positif pour tout le pays ». **Des retombées économiques contestées.** La coalition Notre Terre Sans Pétrole, remet aussi en question les bénéfices économiques de l'exploitation pétrolière pour les populations locales : « Cela fait plus de trente ans que nous exploitons du pétrole à l'ouest du pays, notamment à Muanda. La question que nous sommes en train de nous poser aujourd'hui : qu'a apporté le pétrole au développement économique du territoire de Muanda ? Vous allez vous rendre compte que malheureusement, près de 95 % de la population de Muanda n'a pas d'emploi ». (RFI)

Guerre d'agression : la CAFDHP se déclare compétente pour juger le Rwanda. La Cour africaine des droits de l'homme et des peuples (CAFDHP) s'est déclarée compétente, jeudi 26 juin, de juger le Rwanda dans l'affaire qui l'oppose à la RDC. A son audience, à l'occasion de sa 77ème session ordinaire à Arusha en Tanzanie, elle a jugé recevable la requête de la RDC contre son voisin qu'elle accuse d'agression et de graves violations des droits de l'homme dans l'Est du pays. Kinshasa accuse Kigali notamment de violation des frontières et massacres dans le Nord-Kivu depuis 2022. La défense rwandaise a rejeté la compétence de la Cour à connaître cette cause. Cependant, celle-ci ne l'a pas suivie. Elle a par ailleurs annoncé des enquêtes à diligenter à ce sujet.

Vendredi 27 juin.

RDC : Félix Tshisekedi dénonce une guerre « injuste » liée à l'exploitation illégale des ressources naturelles. Le chef de l'Etat a salué la médiation en cours menée par Massad Boulos, conseiller principal pour l'Afrique du Président américain Donald Trump, en partenariat avec le Qatar et l'Union africaine. Cette initiative vise à aboutir à un accord de paix entre la RDC et le Rwanda, dans un contexte de tensions persistantes. Félix Tshisekedi a réaffirmé que l'agression dont est victime la RDC est motivée par des intérêts économiques, notamment le pillage des ressources minières dans les zones sous contrôle de groupes armés soutenus par des puissances étrangères. Il a dénoncé l'implication du Rwanda dans l'exploitation illégale de minerais dans l'Est du pays, comme l'ont également documenté plusieurs rapports d'experts des Nations Unies. Félix Tshisekedi a appelé à une plus grande solidarité entre les États africains, regrettant l'inaction de certains face à l'agression dont la RDC est victime : « Nous voulons la paix, mais pas à n'importe quel prix », a-t-il déclaré, réaffirmant la détermination de l'armée congolaise à défendre l'intégrité du territoire national.

Une centaine de disparus après le chavirement d'une baleinière sur le fleuve Congo. La baleinière HB/Ville de Mbandaka a chaviré au niveau du campement Nganda-Kinshasa. Ce naufrage, survenu dans la nuit du 15 avril, serait lié à un incendie déclenché à bord alors qu'une passagère cuisinait, provoquant une panique générale. Plusieurs passagers, dont des femmes enceintes et des enfants, ont sauté à l'eau sans savoir nager. Il s'agit du quatrième naufrage majeur depuis janvier 2025, portant à plus de 500 morts le nombre de victimes.

Washington à la manœuvre: la RDC et le Rwanda proches d'un accord historique ? Sécurité : cessation des hostilités et engagements contre les groupes armés Selon des documents consultés par RFI et des sources proches de la médiation, le projet d'accord prévoit d'abord une cessation des hostilités entre les deux armées nationales. Kinshasa et Kigali s'engageraient à ne plus commettre d'agressions, qu'elles soient directes ou indirectes, et à résoudre leurs différends par des voies pacifiques. Le texte aborde ensuite la question des groupes armés, en particulier les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) et l'AFC/M23. Les deux pays s'engagent à ne plus leur apporter aucun soutien. Pour encadrer l'application de ces engagements, les parties se réfèrent au « concept d'opérations » défini à Luanda en octobre 2024. Ce document prévoit la localisation, l'identification et la neutralisation des combattants des FDLR, avec deux options : un rapatriement volontaire vers le Rwanda, ou des opérations conjointes de désarmement menées par les forces congolaises et rwandaises. Concernant l'AFC/M23, le processus est distinct. Ce groupe bénéficie déjà d'un dialogue politique direct avec Kinshasa, conduit au Qatar, à Doha. Les décisions prises à Washington devront donc être complétées par un accord séparé entre la RDC et l'AFC/M23. Enfin, un mécanisme conjoint de suivi est prévu pour veiller à la bonne application du texte. Il inclura des représentants de la RDC, du Rwanda et de la médiation.

Économie : coopérations bilatérales, intégration régionale et intérêts américains. Sur le plan économique, l'accord repose sur une architecture à trois niveaux, selon nos informations. 1^{er}, un cadre bilatéral. Kinshasa et Kigali souhaitent renforcer leur coopération sur des priorités jugées stratégiques : gestion des parcs nationaux, développement de l'hydroélectricité, sécurisation des chaînes d'approvisionnement en minerais. L'objectif est de créer des chaînes de valeur intégrées et transparentes, « de la mine au métal transformé », selon les termes employés par les équipes de



facilitation. 2^{ème}, une dimension régionale. Les deux pays projettent de s'appuyer sur des structures déjà existantes comme la CIRGL, le COMESA ou encore la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) pour avancer vers une intégration économique progressive. Il s'agit de stimuler le commerce, attirer les investissements et surtout « casser les circuits de contrebande ». Des mécanismes d'audit indépendants devraient également être mis en place pour contrôler les filières minières, les projets d'infrastructures et les accords économiques, avec une vigilance accrue sur la transparence et la lutte contre la corruption. 3^{ème}, le rôle des États-Unis. Washington souhaite impliquer ses investisseurs, notamment dans le secteur minier, mais aussi dans d'autres domaines. Cette implication ne se limite pas aux provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu : d'autres régions du pays sont également concernées. **Analyses : entre prudence et espoirs.** Certains observateurs se montrent prudents. Pour le professeur Tshibangu Kalala, spécialiste en droit international, le principal obstacle reste Kigali. « Le Rwanda ne respecte pas sa propre signature », affirme-t-il, rappelant que des engagements similaires avaient été pris à Kigali en octobre 2004 sous médiation américaine. « Aujourd'hui, le Rwanda fait exactement le contraire de ses engagements de 2004 », constate-t-il, en appelant à la vigilance quant à la mise en œuvre. Le politologue Christian Moleka, lui, insiste sur la nouveauté de l'approche américaine : « Ce qui est différent ici, c'est la capacité des États-Unis à imposer une table ronde. Ni Luanda ni Nairobi n'avaient réussi à réunir Kagame et Tshisekedi. » Il souligne également la force du levier économique américain : « Les États-Unis veulent sécuriser leurs approvisionnements en matières critiques. Cet intérêt stratégique donne du poids à leur diplomatie. » (RFI)

Kinshasa : clôture du 2^e Colloque international sur la défense nationale à l'École de guerre. Placée sous le thème « Enjeux technologiques et défense de l'intégrité territoriale de la RDC dans un contexte de mutations géopolitiques internationales », cette rencontre a mis en lumière les défis sécuritaires contemporains auxquels fait face la RDC, ainsi que les réponses à y apporter à travers l'innovation et la modernisation de l'appareil de défense. Ce colloque s'inscrit dans une dynamique de renforcement des capacités nationales face aux menaces transnationales, aux guerres asymétriques et à la reconfiguration des alliances régionales. Il a permis de formuler des recommandations concrètes pour une défense souveraine, moderne et technologiquement résiliente.

Les groupes armés de l'Ituri signent un accord de paix. La signature de cet accord de paix s'est faite à l'occasion de la clôture du dialogue de paix de cinq jours entre les groupes armés locaux élargi aux chefs coutumiers et leaders communautaires. Deux autres groupes armés : Auto-défense Zaïre et MAPI qui participaient à ces assises n'ont pas apposé leurs signatures sur ce document, en signe de protestation contre le massacre tôt ce vendredi matin de onze personnes, dont huit enfants, au site des personnes déplacées de Djangi dans le territoire de Djugu. Ce protocole d'accord de paix prévoit entre autres la cessation des hostilités et toute violence contre les populations civiles, les forces de défense et sécurité. Les groupes armés se sont également engagés à ne pas circuler avec les armes et à matérialiser leur adhésion au programme de désarmement y compris les enfants qui opèrent encore dans leurs rangs. Autre point de cet accord de paix dit Aru2, les groupes armés s'engagent aussi à garantir la libre circulation des personnes et leurs biens sur toute l'étendue de la province en vue de favoriser le retour des personnes déplacées et le rapatriement volontaire des réfugiés dans leurs milieux respectifs. CODECO, FRPI, FPIC ET Tchini ya tuna ont résolu également de ne plus commettre de violences contre les femmes et les enfants, comme moyens de vengeance.

Samedi 28 juin.

RDC: au Conseil de sécurité, Bintou Keita fait état des progrès vers la levée des restrictions limitant la capacité de la Monusco à fonctionner efficacement dans les zones sous contrôle de l'AFC/M23. "Ces derniers jours, des progrès ont été réalisés vers la levée des restrictions limitant la capacité de la MONUSCO à fonctionner efficacement. Cela comprend notamment l'assouplissement des conditions de passage des frontières pour le personnel, la mise à disposition de camions citernes et l'autorisation d'accès au terminal des Nations Unies à l'aéroport de Goma pour évaluer sa situation. Cette première étape potentielle vers la reprise tant attendue des rotations est prévue pour début juillet. Elle apportera un soulagement considérable et un regain de moral à nos soldats de la paix. J'espère que ces avancées positives permettront une plus grande liberté de mouvement pour la Mission, des passages frontaliers plus prévisibles pour le personnel, ainsi qu'un réapprovisionnement fluide de nos soldats de la paix et de leur rotation", a déclaré Bintou Keita, cheffe de la Monusco. Selon Bintou Keita, cette visite lui a permis de rencontrer le personnel civil et en uniforme de la MONUSCO après une période très difficile. L'objectif était de remonter leur moral et de réaffirmer l'engagement de la MONUSCO auprès des communautés touchées par le conflit. "Ma visite visait également à dialoguer avec l'AFC/M23 sur les difficultés opérationnelles liées à la mise en œuvre de notre mandat. Avant ma visite, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a négocié un accord entre le gouvernement, l'AFC/M23 et la MONUSCO. Avec le soutien logistique de la Mission, 1 359 membres non armés des forces de défense et de sécurité congolaises et certains membres de leurs familles, réfugiés à Goma sous notre protection depuis trois mois, ont été transportés de Goma à Kinshasa. Nous continuons de rechercher une solution pour les civils et les éléments non armés qui se trouvent encore dans nos bases", a ajouté Bintou Keita, cheffe de la Monusco. Rappelons-le, c'est en date du



dimanche 15 juin, que Bintou Keita, cheffe de la Monusco avait clôturé sa visite de trois jours à Goma, au Nord-Kivu. Durant son séjour dans cette zone sous occupation de la rébellion AFC/M23 soutenue par le Rwanda, Bintou Keita s'est entretenue avec diverses personnalités, dont les responsables de l'AFC/M23. (**Actualité CD**)

Est de la RDC : Bintou Keita salue les avancées diplomatiques, mais alerte sur la dégradation de la situation humanitaire. La Représentante spéciale du Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies et cheffe de la Monusco, s'est exprimée vendredi 27 juin devant le Conseil de sécurité de l'ONU à New-York. Elle a salué la signature à Washington, le même jour, d'un projet d'accord de paix entre la RDC et le Rwanda. Pour elle, la signature de cet accord est une étape importante pour apaiser les tensions dans la région. La cheffe de la Monusco a par ailleurs dépeint la situation sécuritaire, qui demeure volatile dans l'Est de la RDC. En Ituri elle a noté l'émergence de nouveaux groupes armés, en plus de Codeco et Zaïre, qui multiplient les exactions contre les civils de la région. Selon elle, plus de 27 millions de Congolais souffrent d'insécurité alimentaire, et 7 millions sont déplacés. Elle a dénoncé les violences dans l'Est du pays qui continuent de cibler les femmes et les enfants, avec des viols utilisés comme armes de guerre. Elle a déploré la réduction drastique des financements humanitaires, qui limite les capacités d'intervention dans les zones affectées par les conflits. À ce jour, le plan de réponse humanitaire n'est financé qu'à 11 %.

Accord de paix RDC-Rwanda: la classe politique congolaise partagée. L'accord de paix signé vendredi 27 juin à Washington entre la RDC et le Rwanda, et censé ramener la paix dans l'est de la RDC, suscite à la fois espoir et scepticisme au sein de la classe politique congolaise. Le texte, qui consacre notamment la cessation des hostilités et un désengagement des troupes rwandaises dans l'Est congolais, a été salué par l'Union sacrée. La coalition qui soutient le président Félix Tshisekedi remercie les États-Unis pour leur implication, mais demande au gouvernement congolais de veiller à son application stricte, dans la droite ligne de la résolution 2773 de l'ONU. Cette résolution adoptée en février dernier condamne le Rwanda pour son soutien à l'offensive des rebelles de M23 dans le Nord et le Sud-Kivu. Le texte réclamait déjà le retrait immédiat des troupes rwandaises. L'Union sacrée souligne par ailleurs, une fois de plus, le manque de moyens de pression sur les parties au conflit. Olivier Kamitatu, du parti d'opposition Ensemble pour la République, regrette pour sa part que cet accord n'apporte aucune nouveauté, en dehors d'un aspect économique plaçant le Rwanda comme un partenaire stratégique de Washington. Le Parti du peuple pour la reconstruction démocratique, de l'ancien président Joseph Kabila, considère quant à lui que l'accord signé à Washington n'apporte rien, ni la paix ni aucun avantage pour le pays. Cet accord constitue « une trahison de notre Constitution, qui requiert qu'il y ait des consultations pour tout accord concernant les richesses nationales du pays », a dénoncé son secrétaire général, Ferdinand Kambere. « Cet accord doit positivement être salué », a déclaré Mgr Donatien N'shole, secrétaire général de la Cenco, estimant qu'il donnait raison à la Conférence épiscopale congolaise, dont l'appel au dialogue avec l'ensemble des parties avait été critiqué. « Le fait que l'accord intègre les pourparlers entre AFC/M23, Doha et le gouvernement montre la pertinence du dialogue national ». Le Dr Denis Mukwege, Prix Nobel de la Paix a pour sa part estimé qu'en signant cet accord, le régime de Kinshasa a abandonné sa souveraineté aux mains des forces d'agression et légitime l'occupation d'une armée responsable de millions de morts. S'exprimant devant le Conseil de sécurité des Nations unies vendredi 27 juin, la cheffe de la Monusco Bintou Keita a quant à elle salué un accord constituant une avancée majeure vers la fin du conflit, une étape décisive vers la paix et la stabilité en RDC et dans la région des Grands Lacs. L'opposant Martin Fayulu, lui, a indiqué qu'il réagira lundi, jour de la fête de l'indépendance du pays. (RFI)

Nord-Kivu : violents combats entre le M23 et les combattants VDP CMC à Birambizo. Depuis six heures du matin, ce samedi, des échanges de tirs d'armes, lourdes et légères, sont enregistrés dans la localité de Birambizo entre les forces en présence, obligeant la majeure partie des habitants de la chefferie de Bwito à fuir leurs maisons. Ceux qui ne le peuvent restent enfermés chez eux, affirment des sources contactées dans la région. Pour l'instant, difficile d'établir un bilan de ces affrontements. Toutefois, la semaine dernière, des combats engagés pour le contrôle de Kiyeye et autres localités de Nyanzale ont conduit au décès de plusieurs personnes et à la destruction de dizaines d'habitations, laissant les occupants sans abri, rappellent les témoins.

Ituri : calme relatif à Djangi après une attaque meurtrière de la milice Codeco. Au cours de cette attaque, onze personnes ont été tuées, dont trois femmes et huit enfants, Une quinzaine de blessés ont également été dénombrés. Parmi les blessés dix, dans un état critique, ont été évacués vers Bunia grâce à l'appui logistique de la Monusco. Environ un millier de déplacés, qui s'étaient regroupés à l'entrée de la base de la Monusco pour chercher refuge, ont commencé à regagner le site de Djangi. Cependant, certains, encore traumatisés par les événements, ont préféré se réfugier dans des localités voisines telles que Drodro et Largu, où une position des Fardc est présente. **L'intervention des casques bleus** a permis de stabiliser la situation sécuritaire à Djangi. Des échanges de tirs entre les forces onusiennes et les assaillants de la milice Codeco ont duré près de trois heures, selon des sources de la mission onusienne. Depuis, les casques bleus ont renforcé les patrouilles et la sécurité autour du site pour protéger les déplacés et prévenir de nouvelles attaques.



Dimanche 29 juin.

RDC-Japon : signature d'un mémorandum pour l'exploitation du manganèse au Kongo-Central. Cet accord a été conclu en marge du Forum d'affaires RDC-Japon, un événement qui a réuni plusieurs ministres congolais et une centaine d'hommes d'affaires japonais. « Ce forum est demeuré une tribune unique par sa portée internationale et la qualité des participants parmi lesquels les décideurs publics, les institutions financières, les investisseurs privés et les porteurs de projet. Il concourt à offrir à la RDC l'opportunité de présenter sa vision, ses priorités et ses ambitions de développement. Le Japon en est un bénéficiaire et reste un partenaire fiable ». La Première ministre a également rappelé que la RDC s'était engagée dans un processus de transformation structurelle visant à valoriser pleinement les potentiels des secteurs extractif, agricole et énergétique d'ici 2050, dans le but de construire une économie diversifiée et durable.

RDC-RWANDA / Les États-Unis et l'UA privilégient une nouvelle dynamique, l'Europe marginalisée. Après la signature de l'accord de paix à Washington le 27 juin, j'ai pu joindre par téléphone le ministre rwandais des Affaires étrangères, Olivier Nduhungirehe. *Un rééquilibrage des influences internationales est en cours dans les Grands Lacs.* Interrogé d'abord sur ce qu'il ressent après cette signature, le ministre Nduhungirehe reste mesuré, la voix est posée. Aucun triomphalisme. Il rappelle d'abord que le 18 mars de cette année, l'émir du Qatar a réuni à Doha les présidents Félix Tshisekedi et Paul Kagame, ce qui, d'après lui, a ouvert la voie à une série de réunions à Doha sur deux volets : « Le volet bilatéral entre le Rwanda et la RDC et le volet interne entre l'AFC/M23 et le gouvernement congolais. » Le ministre rwandais explique que la nouvelle administration américaine est venue avec une nouvelle approche qui intègre aussi un volet économique, un cadre de coopération économique régional. « Nous nous réjouissons que le Qatar ait été invité comme observateur à la signature de l'accord de paix de Washington, ce qui renforce la complémentarité entre les deux processus. » D'ailleurs, poursuit le ministre Nduhungirehe, dans l'accord de paix qui a été signé, les parties se sont engagées à soutenir les pourparlers de Doha entre l'AFC/M23 et le gouvernement congolais : « La phase qui va suivre est de s'assurer qu'il y ait un accord aussi à Doha entre l'AFC/M23 et le gouvernement. Et dans ces pourparlers, les États-Unis et l'Union africaine seront également invités comme observateurs. » *L'UE et ses États membres « out ».* Le 27 juin, lors de la signature de l'accord à Washington, l'Afrique était représentée à travers le président de la Commission de l'Union africaine, Mahmoud Ali Youssouf, mais aussi le ministre des Affaires étrangères du Togo, Robert Ducey, représentant le médiateur africain, le président du Conseil Faure Gnassingbé. Pour rappel, après la prise de Goma, il y a eu un sommet conjoint de l'EAC, de la SADC à Dar es Salaam le 8 février 2025, qui a abouti à la nomination de cinq facilitateurs, qui vont travailler avec le médiateur nommé par l'Union africaine, le médiateur togolais. « Il y a donc tous ces médiateurs, l'Union africaine, le Qatar et les États-Unis qui travaillent ensemble dans ce processus. » Quid de l'UE et ses États membres. Apparemment, les sanctions prises par l'UE ont laissé des traces. Le ministre rwandais des Affaires étrangères est clair : « L'Union européenne et ses États membres ne font pas partie de la médiation. Le Rwanda a critiqué l'approche punitive de l'Union européenne et de ses États membres à l'encontre du Rwanda, au lieu de nous aider à trouver une solution à ce conflit. » Mais en bon diplomate, il dit que toutes les portes ne sont pas fermées : « Nous avons noté depuis hier que l'Union européenne et ses États membres se sont réjouis de la signature de cet accord. Nous espérons que cela va inciter le continent européen et les États membres de l'Union européenne à avoir une approche beaucoup plus constructive, pour faciliter le retour de la paix dans la région des Grands Lacs. (Carnets d'Antoine Kaburahe)

Violences sexuelles liées aux conflits : 250 000 victimes déjà identifiées en RDC. Selon la directrice générale adjointe du Fonds national des réparations des victimes des violences sexuelles liées aux conflits et des victimes des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité (Fonarev) « le processus de réparation est en cours, le Fonarev a déjà procédé à l'identification (de victimes). Il a déjà identifié plus de 250.000 personnes à ce jour. Et donc, il y a toute une étape qui est consacrée par la loi pour avoir le statut des victimes », a-t-elle précisé. Par ailleurs le FONAREV met en place déjà des programmes de réparation intermédiaire ou « des mesures provisoires d'urgence qui permettent de prendre en charge les victimes par exemple parmi les déplacés ceux qui ont besoin d'assistance immédiate ». Cependant, selon elle, cette institution à caractère publique a procédé également à l'indemnisation des victimes qui ont déjà des décisions de justice exécutoire. Elle met en place un mécanisme d'accompagnement juridique et judiciaire des victimes dans les cours et tribunaux. *Maintenir un dialogue permanent.* Elle l'a révélé lors du deuxième dialogue organisé par la Commission interinstitutionnelle d'aide aux victimes et d'appui aux réformes (CIA-VAR) avec l'écosystème national et international d'aide aux victimes. Il s'agit d'un cadre d'échanges et de réflexion entre différents acteurs impliqués dans le processus de réparation des victimes des violences sexuelles liées aux conflits et des victimes des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité en RDC. L'un des objectifs poursuivis consiste à maintenir le dialogue permanent entre la CIA-VAR et toutes les autres parties prenantes dans ce processus. Le coordonnateur exécutif de la CIA-VAR, rappelle que sa structure joue le rôle d'interface entre le pouvoir public et les acteurs impliqués dans la réparation des victimes : « Il y a des avancées dans le cadre normatif : il y a des avant projets pour compléter l'arsenal juridique de la justice transitionnelle et c'est le lieu d'échanger dessus, de voir aussi comment



nous pouvons collaborer sur un certain nombre de sujets à la fois avec la société civile, mais également les acteurs internationaux qui sont partis prenantes à la justice transitionnelle ».

Environ 40 personnes prises en otage par les ADF à Mambasa. La société civile de Mambasa a demandé le 28 juin aux Fardc de traquer les ADF pour libérer une quarantaine de personnes prises en otage mercredi dernier au village d'Elake à environ 200 km de Bunia. Selon cette structure citoyenne, ces rebelles ont érigé leurs bastions dans les chefferies de Babila Bakwanza et Babombi, où ils font payer des taxes aux habitants pour accéder à leurs champs et circulent dans la forêt en toute quiétude. La présence des rebelles des ADF, observée depuis plus d'un mois dans la zone, inquiète la population dans le territoire de Mambasa. Selon la Nouvelle société civile de ce territoire ces ADF circulent avec leur cheptel librement dans la région et sont aperçus chaque fois par les paysans qui se rendent dans leurs champs.

Est de la RDC: À l'ONU, Kinshasa dénonce la course expansionniste de la coalition AFC-M23-RDF qui étend ses conquêtes menaçant la ville d'Uvira frontalière avec le Burundi. "Pour commencer, Il y a lieu de souligner que la situation sécuritaire dans la partie orientale de mon pays reste dominée par la poursuite de l'agression rwandaise dont les troupes déployées en appui aux éléments de l'AFC/M23 s'illustrent encore et toujours par les massacres des populations civiles, les viols des femmes et jeunes filles, le recrutement forcé des jeunes garçons et autres violations graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire notamment par les entraves à la réouverture des corridors humanitaires ainsi que des aéroports internationaux de Goma et de Bukavu", a dénoncé le 27 juin 2025 le Chargé d'affaires et premier conseiller à la Mission permanente de la RDC à l'ONU. D'après ce diplomate congolais, cette manière de faire et d'agir de la coalition AFC-M23-RDF c'est-à-dire sa course expansionniste constitue désormais une menace pour Uvira dans la province du Sud-Kivu et zone frontalière avec le Burundi. Il déplore le fait que ce comportement se manifeste en violation de la résolution 2773 du conseil de sécurité et la déclaration de principes signée par Kinshasa et Kigali. "Pourtant, il y a de cela presque 5 mois jour pour jour que le conseil s'est prononcé à l'unanimité et d'une seule voix dans la résolution 2773 du 21 février 2025 pour exiger du Rwanda et de ses supplétifs du M23/AFC, le retrait de leurs troupes du territoire de la RDC ainsi que la levée des mesures de défense installées par le Rwanda. Ces graves violations de l'intégrité territoriale de la République démocratique du Congo se poursuivent dans un climat d'impunité la plus totale même après la signature par le Rwanda de la déclaration de principes de Washington DC du 25 avril 2025", a-t-il fait remarquer dans son intervention. (**Actualité CD**)

Lundi 30 juin.

30 juin 2025 : la RDC agressée célèbre son 65e anniversaire d'indépendance. Cette célébration intervient au moment où une partie du territoire nationale est occupée par la rébellion de l'AFC-M23, avec le soutien du Rwanda. Les combats violents se poursuivent dans certaines cités du Nord et Sud-Kivu ainsi que de l'Ituri, avec leur lot de déplacements massifs, d'exactions, de pillages... Pendant ce temps, des pourparlers se poursuivent sur trois fronts pour tenter de résoudre diplomatiquement la crise, sous l'égide de Washington, Doha et de l'Union africaine. A quelques heures de la célébration de son indépendance, la RDC a signé un accord de paix jugé historique avec le Rwanda vendredi 27 juin à Washington aux Etats unis d'Amérique, sous l'égide de l'administration Trump.

Ituri : le PAM distribue de l'aide alimentaire à plus de 53 000 déplacés dans le territoire de Djugu. Cette opération, menée par le Programme alimentaire mondial, cible les personnes privées d'accès à leurs champs depuis mars dernier en raison de l'insécurité persistante dans la région. Au total, 670 tonnes de vivres, essentiellement de la farine de maïs et de l'huile végétale, sont distribuées dans les groupements de Lindji et Lingo, situés à une quarantaine de km de Bunia. Au moins 21 sites de déplacés sont concernés par cette initiative humanitaire. « Cette assistance arrive à point nommé. Elle permet de contenir les cas croissants de malnutrition, notamment chez les enfants et les personnes âgées », a déclaré le président de la société civile locale. Selon la même source, au moins 340 enfants souffrant de malnutrition sévère ont été identifiés depuis le début de l'année dans cette zone. Pour les structures communautaires, cette aide humanitaire constitue un levier essentiel pour prévenir une crise nutritionnelle plus large et stabiliser la situation humanitaire à court terme.

L'accord de paix constitue une étape importante vers la désescalade, la paix et la stabilité dans l'est de la RDC, selon Guterres, le secrétaire général des Nations unies. Il exhorte les parties à respecter pleinement les engagements qu'elles ont pris dans le cadre de l'Accord de paix et conformément à la résolution 2773 du Conseil de sécurité, y compris le cessez-le-feu et l'ensemble des autres mesures convenues. Les Nations Unies, y compris par l'intermédiaire de la Monusco restent pleinement engagées à soutenir la mise en œuvre de l'accord, en étroite coordination avec l'Union africaine, les partenaires régionaux et internationaux.

RDC : les bourgmestres réclament 32 mois d'arriérés de salaire. La rapporteuse du caucus des bourgmestres, affirme qu'aucune autorité municipale n'a perçu de rémunération depuis leur nomination par ordonnance présidentielle. « Nous déplorons l'abandon total des entités territoriales décentralisées par le pouvoir central, qui ne sait plus ni les appuyer, ni les accompagner. Nous comptons presque 32 mois d'arriérés. Nous sommes des pères et mères de famille, au service de l'État, plongés dans une précarité déshonorante », déclare-t-elle. Selon elle, malgré l'attribution de numéros matricules par le ministère de tutelle, les bourgmestres croupissent dans une détresse sociale profonde, compromettant sérieusement le fonctionnement de l'administration locale.

RDC: faute de financement, l'ONU interrompt une mission d'enquête sur les crimes commis dans l'Est. C'est une première pour le Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme. Touchée par une grave crise de liquidités, l'institution a été contrainte d'annoncer la mise à l'arrêt d'une mission d'enquête sur les crimes commis dans l'est de la RDC qui avait commencé à se mettre au travail grâce à un financement d'1,1 million USD puisés dans ses réserves d'urgence et dont les efforts avaient déjà permis de recueillir « une grande quantité de preuves auprès de victimes et de témoins en RDC, au Rwanda et au Burundi ainsi que dans d'autres pays », selon les mots de Volker Türk, son patron. Lancée en février dernier à la suite de l'adoption d'une résolution du Conseil des droits de l'homme demandant la mise en place d'urgence d'une mission d'établissement des faits et d'une commission d'enquête composée de trois experts indépendants, la procédure avait pour objectif de « recueillir, de rassembler et d'analyser les preuves » d'allégations et d'atteintes aux droits humains commis depuis janvier 2022 dans les provinces du Nord et du Sud-Kivu. « **La situation est très inquiétante** » Dans un courrier interne, le haut-commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, Volker Türk, a ainsi annoncé, la semaine dernière, que cette commission ne pourrait être mise en place « jusqu'à ce que - et à moins que - les fonds soient disponibles ». Dans un email adressé à RFI, le Haut-Commissariat regrette, quant à lui, que la suite du processus ne puisse aboutir « compte tenu de la baisse des contributions volontaires qui s'élève à 60 millions de dollars par rapport à 2024 », avant de faire cet amer constat : « Nous ne sommes tout simplement pas en mesure de commencer le travail de la commission d'enquête comme prévu ». En cause notamment ? L'arrêt de certaines contributions - notamment américaines - il y a quelques mois. Alors qu'avec un versement de 36 millions de dollars, Washington était l'an dernier encore le premier bailleur de l'institution, sa participation à son financement est tombée à zéro au 31 mai dernier. Si Volker Türk a averti il y a quelques jours que « les baisses de financement de son bureau [...] ne [faisaient] que consolider la position des dictateurs et dirigeants autoritaires », les personnels de l'ONU ne baissent pas les bras : dans l'e-mail, ces derniers assurent que les enquêtes en RDC reprendront sitôt les fonds mis à leur disposition. (RFI)

Près de 4000 ménages ont fui les combats entre le M23 et les Fardc dans la plaine de la Ruzizi. Ces ménages sont coincés entre deux positions belligérantes : les Fardc au sud et l'AFC/ M23 au Nord. Ces hommes, femmes et enfants ont fui l'insécurité dans leurs milieux d'origine de Kamanyola, Katogota, Luvungi, Bwepera et Luberizi. Ils ont été accueillis à Kabunambo et Sange depuis le 20 février. L'administrateur du territoire d'Uvira qui les a visités le samedi 28 juin, déplore leurs conditions de vie. Il plaide pour une assistance humanitaire pour sauver ces milliers de familles sans abris ni vivres. Ils manquent aussi des médicaments et des latrines d'où le risque de maladies hydriques.

Nord-Kivu : violents combats entre le M23 et le CMC dans le Bwito, le territoire de Rutshuru. Les détonations d'armes lourdes et légères ont retenti dès 6 h dans la zone. Ces affrontements interviennent après un week-end déjà marqué par des accrochages entre les deux forces en présence. Samedi et dimanche, les localités de Birambizo et Karambi, dans le groupement Bukombo, ainsi qu'une partie du groupement Kihondo, ont été le théâtre de violents combats. Selon des sources locales, ces affrontements ont forcé des centaines d'habitants à fuir leurs maisons. Dimanche, au moins six habitations ont été incendiées dans la localité de Karambi et ses environs.

